

Produit

LCL ACTIONS EURO ODD ISR (C)

Société de gestion : Amundi Asset Management (ci-après: "nous" ou "la société de gestion"), membre du groupe de sociétés Amundi.

FR0000985145 - Devise : EUR

Site Internet de la société de gestion : www.amundi.fr

Appelez le +33 143233030 pour de plus amples informations.

L'Autorité des marchés financiers (« AMF ») est chargée du contrôle de Amundi Asset Management en ce qui concerne ce document d'informations clés.

Amundi Asset Management est agréée en France sous le n°GP-04000036 et réglementée par l'AMF.

Date de production du document d'informations clés : 05/06/2026.

En quoi consiste ce produit ?

Type : Parts de LCL ACTIONS EURO ODD ISR, organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) constitué sous la forme d'un FCP.

Durée : La durée du produit est de 99 ans. La Société de gestion peut dissoudre le produit par liquidation ou fusion avec un autre produit conformément aux exigences légales.

Classification AMF (« Autorité des marchés financiers ») : Actions de pays de la zone Euro

Objectifs : En souscrivant à LCL ACTIONS EURO ODD ISR, vous investissez dans des actions de sociétés de la zone euro qui intègrent une approche durable, au travers de BFT ACTIONS EURO ODD ISR - O. En effet, votre investissement est réalisé en quasi-totalité dans BFT ACTIONS EURO ODD ISR - O et, accessoirement en liquidités. La performance de LCL ACTIONS EURO ODD ISR peut être inférieure à celle de BFT ACTIONS EURO ODD ISR - O en raison notamment de ses propres frais. L'objectif de gestion et la stratégie de votre fonds sont identiques à celle de BFT ACTIONS EURO ODD ISR, à savoir :

" L'objectif de gestion consiste à réaliser, sur un horizon de placement de 5 ans, une performance nette de frais supérieure à celle de l'indice de référence, le MSCI EMU (dividendes réinvestis), par une exposition aux actions de sociétés de la zone euro.

La sélection des titres est réalisée selon un axe financier et un axe extra-financier, d'une part en intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et d'autre part en prenant en compte la contribution des entreprises aux Objectifs de Développement Durable (« ODD ») des Nations Unies.

Le fonds est géré de manière active (gestion dite de stock picking). Le processus d'investissement repose sur la sélection d'actions au sein de l'univers d'investissement représenté par l'indice MSCI EMU (indice représentatif des principales capitalisations boursières des pays de la zone euro). Le fonds pourra investir en-dehors de son univers d'investissement jusqu'à 10% maximum.

Le processus d'investissement se déroule en trois étapes successives :

- La 1ère étape consiste à réaliser une analyse extra-financière des sociétés de l'univers d'investissement, au regard de critères ESG et ODD, puis à encadrer cet univers par la prise en compte d'exclusions.

- L'analyse extra-financière permet d'attribuer à chaque émetteur :

- Une note ESG allant de A (meilleure note) à G (moins bonne note) à partir de la méthodologie de notation ESG « Best in Class ». Limite de cette approche : aucun secteur d'activité n'est exclu a priori. Afin de limiter les risques extra-financiers potentiels de secteurs controversés, le fonds applique un certain nombre d'exclusions ainsi que la politique d'engagement du groupe qui vise à dialoguer avec les entreprises afin d'améliorer leurs pratiques ESG.

- Un score de contribution nette aux ODD, compris entre -10 et 10. Il permet de mesurer l'impact net des produits/services et opérations de l'entreprise sur la réalisation des objectifs associés à chacun des 17 ODD. Limite de l'approche : La méthodologie repose sur un alignement global des entreprises aux Objectifs de Développement Durable. Elle n'explique pas comment leur stratégie d'investissement s'aligne sur un ou plusieurs des objectifs de développement durable

Par ailleurs, une mesure des émissions carbone du portefeuille est réalisée.

- Le fonds applique la politique d'exclusions suivantes :

- Exclusions normatives : exclusions légales qui s'appliquent à toutes les sociétés de gestion (armement controversé, entreprises qui contreviennent gravement et de manière répétée à l'un ou plusieurs des 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies)

- Exclusions sectorielles du groupe Amundi sur les combustibles fossiles (ex : charbon, hydrocarbures non conventionnels), le tabac et l'armement (ex : armement nucléaire, armes à uranium appauvri) ; le détail de la Politique d'Investissement Responsable du groupe est disponible sur le site www.amundi.fr

- Exclusion des émetteurs notés F et G à l'achat

- Exclusion des entreprises liées à des activités considérées comme non-alignées avec l'Accord de Paris sur le Climat (extraction de charbon, pétrole, gaz ...)

Le Fonds peut néanmoins investir dans des émissions destinées spécifiquement à financer des projets verts, sociaux et/ou durables émises par des entreprises liées à des activités considérées comme non-alignées avec l'Accord de Paris sur le climat.

- Exclusion des émetteurs dits « strongly misaligned » au regard de la méthodologie d'alignement aux ODD de MSCI, c'est-à-dire obtenant la note de -10 sur au moins 1 des 17 critères ODD.

- Lors de la 2ème étape, le gérant identifie les valeurs en en menant une analyse financière fondamentale. Celle-ci est basée sur trois types de critères : la qualité des fondamentaux de l'entreprise, la valorisation de l'entreprise, la croissance de l'entreprise. L'objectif est d'identifier les sociétés dont les fondamentaux sont solides et qui bénéficient d'une équipe de management de qualité.

- La 3ème étape consiste en la construction du portefeuille, qui est basée sur la sélection des titres combinant les critères financiers et extra-financiers les plus favorables avec un contrôle des risques inhérent à ces choix de titres, selon les modalités suivantes :

- Double approche dite en « amélioration de note » :

- la note ESG moyenne pondérée du portefeuille doit être supérieure à la note ESG moyenne pondérée de l'indice de référence du fonds après élimination d'au moins 25% des émetteurs les plus mal notés ;

- la note (contribution nette) des ODD du portefeuille doit être supérieure à la note (contribution nette) des ODD de l'indice de référence après élimination d'au moins 25% des émetteurs les plus mal notés ;

- Approche dite « en amélioration d'un indicateur extra-financier » s'agissant du carbone : l'intensité carbone du portefeuille doit être en permanence inférieure à celle de l'indice de référence.

- Au minimum 90% des titres en portefeuille font l'objet d'une note ODD (en contribution nette), d'une note ESG et d'une mesure des émissions carbone. Le fonds est exposé jusqu'à 120% maximum de son actif net aux actions de la zone euro. Il peut détenir jusqu'à 10% maximum de son actif net des produits monétaires et/ou obligataires libellés en euro dont la notation minimale à l'achat est BBB+ dans l'échelle de notation Standard & Poor's (ou équivalent).

Le fonds ne bénéficie pas du label ISR, mais applique les exclusions prévues à l'Annexe 7 du référentiel du Label ISR. Ces exclusions sont effectuées au regard de critères sociaux, environnementaux, et de gouvernance et concernent également les obligations souveraines émises par certains pays et territoires. Le détail des exclusions est disponible sur le site du Label : <https://www.lelabelisr.fr>

Des instruments financiers à terme ou des acquisitions et cessions temporaires de titres peuvent être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition." LCL ACTIONS EURO ODD ISR est éligible au PEA. L'OPC maître a un objectif d'investissement durable au sens de l'article 8 du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »).

Investisseurs de détail visés : Ce produit s'adresse aux investisseurs, qui ont une connaissance de base et/ou une expérience limitée ou inexistante de l'investissement dans des fonds, qui visent à augmenter la valeur de leur investissement et à percevoir des revenus sur la période de détention recommandée avec la capacité de supporter des pertes à hauteur du montant investi.

Le produit n'est pas ouvert aux résidents des Etats Unis d'Amérique/"U.S. Person" (la définition de « U.S. Person » est disponible sur le site internet de la société de gestion www.amundi.com et/ou dans le prospectus).

Rachat et transaction : Les parts peuvent être vendues (remboursées) quotidiennement comme indiqué dans le prospectus au prix de transaction correspondant (valeur liquidative). De plus amples détails sont exposés dans le prospectus de LCL ACTIONS EURO ODD ISR.

Politique de distribution : Comme il s'agit d'une classe de parts de non-distribution, les revenus de l'investissement sont réinvestis.

Informations complémentaires : Vous pouvez obtenir de plus amples informations sur ce produit et son maître, y compris le prospectus et les rapports financiers, gratuitement sur demande auprès de : Amundi Asset Management - 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris, France.

La valeur liquidative du produit est disponible sur www.amundi.fr

Dépositaire : CACEIS Bank.

Quels sont les risques et qu'est-ce que cela pourrait me rapporter ?

INDICATEUR DE RISQUE



Risque le plus faible

Risque le plus élevé



L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le produit pendant 5 ans.

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

Nous avons classé ce produit dans la classe de risque 4 sur 7, qui est une classe de risque moyenne. Autrement dit, les pertes potentielles liées aux futurs résultats du produit se situent à un niveau moyen et, si la situation venait à se détériorer sur les marchés, il est possible que notre capacité à vous payer en soit affectée.

Risques supplémentaires : Le risque de liquidité du marché peut accentuer la variation des performances du produit.

Ce produit ne prévoyant pas de protection contre les aléas de marché, vous pourriez perdre tout ou partie de votre investissement.

Outre les risques inclus dans l'indicateur de risque, d'autres risques peuvent influencer sur la performance du Fonds. Veuillez vous reporter au prospectus de LCL ACTIONS EURO ODD ISR.

Les demandes de souscription et de rachat du Fonds maître sont centralisées chaque jour d'établissement de la valeur liquidative jusqu'à 12:00 (heure de Paris).

SCÉNARIOS DE PERFORMANCE

Les scénarios défavorable, intermédiaire et favorable présentés représentent des exemples utilisant les meilleures et pires performances ainsi que la performance moyenne du Fonds au cours des 10 dernières années. Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir. Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

Ce que vous obtiendrez de ce produit dépend des performances futures du marché. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

Période de détention recommandée : 5 ans
Investissement 10 000 EUR

Scénarios		Si vous sortez après	
		1 an	5 ans
Minimum	Il n'existe aucun rendement minimal garanti. Vous pourriez perdre tout ou une partie de votre investissement.		
Scénario de tensions	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€3 590	€3 390
	Rendement annuel moyen	-64,1%	-19,5%
Scénario défavorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€7 850	€8 920
	Rendement annuel moyen	-21,5%	-2,3%
Scénario intermédiaire	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€10 640	€12 990
	Rendement annuel moyen	6,4%	5,4%
Scénario favorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€13 780	€17 310
	Rendement annuel moyen	37,8%	11,6%

Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du produit lui-même, mais pas nécessairement tous les frais dus à votre conseiller ou distributeur. Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle, qui peut également influencer sur les montants que vous recevrez.

Scénario défavorable : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre le 29/09/2017 et le 30/09/2022

Scénario intermédiaire : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre le 30/12/2016 et le 31/12/2021

Scénario favorable : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre le 30/10/2020 et le 31/10/2025

Que se passe-t-il si Amundi Asset Management n'est pas en mesure d'effectuer les versements ?

Le produit est une copropriété d'instruments financiers et de dépôts distincte de la Société de gestion. En cas de défaillance de la Société de gestion, les actifs du produit conservés par le dépositaire ne seront pas affectés. En cas de défaillance du dépositaire, le risque de perte financière du produit est atténué en raison de la ségrégation légale des actifs du dépositaire de ceux du produit.

Que va me coûter cet investissement ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet de ces coûts et vous montrera l'incidence de ces coûts sur votre investissement.

COÛTS AU FIL DU TEMPS

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez, du temps pendant lequel vous détenez le produit. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et des différentes périodes d'investissement possibles.

Nous avons supposé :

- qu'au cours de la première année vous récupéreriez le montant que vous avez investi (rendement annuel de 0 %). Que pour les autres périodes de détention, le produit évolue de la manière indiquée dans le scénario intermédiaire.

- EUR 10 000 investi.

Investissement 10 000 EUR

Scénarios	Si vous sortez après	
	1 an	5 ans*
Coûts totaux	€418	€1 713
Incidence des coûts annuels**	4,2%	2,8%

* Période de détention recommandée.

** Elle montre dans quelle mesure les coûts réduisent annuellement votre rendement au cours de la période de détention. Par exemple, elle montre que si vous sortez à la fin de la période de détention recommandée, il est prévu que votre rendement moyen par an soit de 8,15% avant déduction des coûts et de 5,37% après cette déduction.

Ces chiffres comprennent les coûts de distribution maximaux que la personne vous vendant le produit peut vous facturer (2,00% du montant investi / 200 EUR). Cette personne vous informera des coûts de distribution réels.

COMPOSITION DES COÛTS

	Coûts ponctuels d'entrée ou de sortie	Si vous sortez après 1 an
Coûts d'entrée	Cela comprend des coûts de distribution de 2,00% du montant investi. Il s'agit du montant maximal que vous paierez. La personne qui vous vend le produit vous informera des coûts réels.	Jusqu'à 200 EUR
Coûts de sortie	Nous ne facturons pas de coûts de sortie pour ce produit, mais la personne qui vous vend le produit peut le faire.	0,00 EUR
Coûts récurrents prélevés chaque année		
Frais de gestion et autres coûts administratifs ou d'exploitation	2,23% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	218,34 EUR
Coûts de transaction	Nous ne chargeons pas de frais de transaction pour ce produit	0,00 EUR
Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions spécifiques		
Commissions liées aux résultats	Il n'y a pas de commission liée aux résultats pour ce produit.	0,00 EUR

Combien de temps dois-je le conserver, et puis-je retirer de l'argent de façon anticipée?

Période de détention recommandée : 5 ans. Cette durée est basée sur notre évaluation des caractéristiques de risque et de rémunération et des coûts du Fonds. Ce produit est conçu pour un investissement à moyen terme ; vous devez être prêt à conserver votre investissement pendant au moins 5 ans. Vous pouvez obtenir le remboursement de votre investissement à tout moment ou le détenir plus longtemps.

Calendrier des ordres : les ordres de rachat de parts doivent être reçus avant 12:00 (heure de Paris) le jour d'établissement de la valeur liquidative. Veuillez vous reporter au prospectus LCL ACTIONS EURO ODD ISR pour plus de détails concernant les rachats. Un mécanisme de plafonnement des rachats (dit « Gates ») peut être mis en œuvre par la société de gestion. Les modalités de fonctionnement sont décrites dans le Prospectus.

Afin de gérer les risques de liquidité et dans le meilleur intérêt des investisseurs, si les demandes de rachat dépassent un seuil prédéfini, la société de gestion peut restreindre les droits de rachat des investisseurs et ne traiter ces demandes que partiellement, au prorata. Les modalités de fonctionnement sont décrites dans le prospectus.

Afin de favoriser une répartition équitable des coûts et d'atténuer les effets de dilution, dans le meilleur intérêt des investisseurs, la société de gestion peut utiliser la méthode de tarification variable, un mécanisme prédéterminé par lequel la valeur liquidative est ajustée par l'application d'un facteur reflétant le coût de la liquidité. Les modalités de fonctionnement sont décrites dans le prospectus.

Comment puis-je formuler une réclamation?

Si vous avez des réclamations, vous pouvez :

- Envoyer un courrier à Amundi Asset Management au 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris - France
- Envoyer un e-mail à complaints@amundi.com

Dans le cas d'une réclamation, vous devez indiquer clairement vos coordonnées (nom, adresse, numéro de téléphone ou adresse e-mail) et fournir une brève explication de votre réclamation. Vous trouverez davantage d'informations sur notre site Internet www.amundi.fr.

Si vous avez une réclamation au sujet de la personne qui vous a conseillé ce produit, ou qui vous l'a vendu, vous devez vous rapprocher d'elle pour obtenir toutes les informations concernant la démarche à suivre pour faire une réclamation.

Autres informations pertinentes

Vous trouverez le prospectus, les documents d'informations clés, les avis aux investisseurs, les rapports financiers et d'autres documents d'information relatifs au produit, y compris les diverses politiques publiées du produit, sur notre site Internet www.amundi.fr. Vous pouvez également demander une copie de ces documents au siège social de la société de gestion.

Lorsque ce produit est utilisé comme support en unité de compte d'un contrat d'assurance sur la vie ou de capitalisation, les informations complémentaires sur ce contrat, telles que les coûts du contrat, qui ne sont pas compris dans les coûts indiqués dans le présent document, le contact en cas de réclamation et ce qui se passe en cas de défaillance de l'entreprise d'assurance sont présentées dans le document d'informations clés de ce contrat obligatoirement remis par votre assureur ou courtier ou tout autre intermédiaire d'assurance conformément à son obligation légale.

Performance passée : Vous pouvez télécharger les performances passées du Fonds au cours des 10 dernières années sur www.amundi.fr.

Scénarios de performance : Vous pouvez consulter les scénarios de performance précédents mis à jour chaque mois sur www.amundi.fr.

Produit

LCL ACTIONS EURO ODD ISR - R (C)

Société de gestion : Amundi Asset Management (ci-après: "nous" ou "la société de gestion"), membre du groupe de sociétés Amundi.

FR001400TDP1 - Devise : EUR

Site Internet de la société de gestion : www.amundi.fr

Appelez le +33 143233030 pour de plus amples informations.

L'Autorité des marchés financiers (« AMF ») est chargée du contrôle de Amundi Asset Management en ce qui concerne ce document d'informations clés.

Amundi Asset Management est agréée en France sous le n°GP-04000036 et réglementée par l'AMF.

Date de production du document d'informations clés : 05/06/2026.

En quoi consiste ce produit ?

Type : Parts de LCL ACTIONS EURO ODD ISR, organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) constitué sous la forme d'un FCP.

Durée : La durée du produit est de 99 ans. La Société de gestion peut dissoudre le produit par liquidation ou fusion avec un autre produit conformément aux exigences légales.

Classification AMF (« Autorité des marchés financiers ») : Actions de pays de la zone Euro

Objectifs : En souscrivant à LCL ACTIONS EURO ODD ISR, vous investissez dans des actions de sociétés de la zone euro qui intègrent une approche durable, au travers de BFT ACTIONS EURO ODD ISR - O. En effet, votre investissement est réalisé en quasi-totalité dans BFT ACTIONS EURO ODD ISR - O et, accessoirement en liquidités. La performance de LCL ACTIONS EURO ODD ISR peut être inférieure à celle de BFT ACTIONS EURO ODD ISR - O en raison notamment de ses propres frais. L'objectif de gestion et la stratégie de votre fonds sont identiques à celle de BFT ACTIONS EURO ODD ISR, à savoir :

" L'objectif de gestion consiste à réaliser, sur un horizon de placement de 5 ans, une performance nette de frais supérieure à celle de l'indice de référence, le MSCI EMU (dividendes réinvestis), par une exposition aux actions de sociétés de la zone euro.

La sélection des titres est réalisée selon un axe financier et un axe extra-financier, d'une part en intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et d'autre part en prenant en compte la contribution des entreprises aux Objectifs de Développement Durable (« ODD ») des Nations Unies.

Le fonds est géré de manière active (gestion dite de stock picking). Le processus d'investissement repose sur la sélection d'actions au sein de l'univers d'investissement représenté par l'indice MSCI EMU (indice représentatif des principales capitalisations boursières des pays de la zone euro). Le fonds pourra investir en-dehors de son univers d'investissement jusqu'à 10% maximum.

Le processus d'investissement se déroule en trois étapes successives :

- La 1ère étape consiste à réaliser une analyse extra-financière des sociétés de l'univers d'investissement, au regard de critères ESG et ODD, puis à encadrer cet univers par la prise en compte d'exclusions.

- L'analyse extra-financière permet d'attribuer à chaque émetteur :

- Une note ESG allant de A (meilleure note) à G (moins bonne note) à partir de la méthodologie de notation ESG « Best in Class ». Limite de cette approche : aucun secteur d'activité n'est exclu a priori. Afin de limiter les risques extra-financiers potentiels de secteurs controversés, le fonds applique un certain nombre d'exclusions ainsi que la politique d'engagement du groupe qui vise à dialoguer avec les entreprises afin d'améliorer leurs pratiques ESG.

- Un score de contribution nette aux ODD, compris entre -10 et 10. Il permet de mesurer l'impact net des produits/services et opérations de l'entreprise sur la réalisation des objectifs associés à chacun des 17 ODD. Limite de l'approche : La méthodologie repose sur un alignement global des entreprises aux Objectifs de Développement Durable. Elle n'explique pas comment leur stratégie d'investissement s'aligne sur un ou plusieurs des objectifs de développement durable

Par ailleurs, une mesure des émissions carbone du portefeuille est réalisée.

- Le fonds applique la politique d'exclusions suivantes :

- Exclusions normatives : exclusions légales qui s'appliquent à toutes les sociétés de gestion (armement controversé, entreprises qui contreviennent gravement et de manière répétée à l'un ou plusieurs des 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies)

- Exclusions sectorielles du groupe Amundi sur les combustibles fossiles (ex : charbon, hydrocarbures non conventionnels), le tabac et l'armement (ex : armement nucléaire, armes à uranium appauvri) ; le détail de la Politique d'Investissement Responsable du groupe est disponible sur le site www.amundi.fr

- Exclusion des émetteurs notés F et G à l'achat

- Exclusion des entreprises liées à des activités considérées comme non-alignées avec l'Accord de Paris sur le Climat (extraction de charbon, pétrole, gaz ...)

Le Fonds peut néanmoins investir dans des émissions destinées spécifiquement à financer des projets verts, sociaux et/ou durables émises par des entreprises liées à des activités considérées comme non-alignées avec l'Accord de Paris sur le climat.

- Exclusion des émetteurs dits « strongly misaligned » au regard de la méthodologie d'alignement aux ODD de MSCI, c'est-à-dire obtenant la note de -10 sur au moins 1 des 17 critères ODD.

- Lors de la 2ème étape, le gérant identifie les valeurs en en menant une analyse financière fondamentale. Celle-ci est basée sur trois types de critères : la qualité des fondamentaux de l'entreprise, la valorisation de l'entreprise, la croissance de l'entreprise. L'objectif est d'identifier les sociétés dont les fondamentaux sont solides et qui bénéficient d'une équipe de management de qualité.

- La 3ème étape consiste en la construction du portefeuille, qui est basée sur la sélection des titres combinant les critères financiers et extra-financiers les plus favorables avec un contrôle des risques inhérent à ces choix de titres, selon les modalités suivantes :

- Double approche dite en « amélioration de note » :

- la note ESG moyenne pondérée du portefeuille doit être supérieure à la note ESG moyenne pondérée de l'indice de référence du fonds après élimination d'au moins 25% des émetteurs les plus mal notés ;

- la note (contribution nette) des ODD du portefeuille doit être supérieure à la note (contribution nette) des ODD de l'indice de référence après élimination d'au moins 25% des émetteurs les plus mal notés ;

- Approche dite « en amélioration d'un indicateur extra-financier » s'agissant du carbone : l'intensité carbone du portefeuille doit être en permanence inférieure à celle de l'indice de référence.

- Au minimum 90% des titres en portefeuille font l'objet d'une note ODD (en contribution nette), d'une note ESG et d'une mesure des émissions carbone. Le fonds est exposé jusqu'à 120% maximum de son actif net aux actions de la zone euro. Il peut détenir jusqu'à 10% maximum de son actif net des produits monétaires et/ou obligataires libellés en euro dont la notation minimale à l'achat est BBB+ dans l'échelle de notation Standard & Poor's (ou équivalent).

Le fonds ne bénéficie pas du label ISR, mais applique les exclusions prévues à l'Annexe 7 du référentiel du Label ISR. Ces exclusions sont effectuées au regard de critères sociaux, environnementaux, et de gouvernance et concernent également les obligations souveraines émises par certains pays et territoires. Le détail des exclusions est disponible sur le site du Label : <https://www.lelabelisr.fr>

Des instruments financiers à terme ou des acquisitions et cessions temporaires de titres peuvent être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition." LCL ACTIONS EURO ODD ISR est éligible au PEA. L'OPC maître a un objectif d'investissement durable au sens de l'article 8 du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »).

Investisseurs de détail visés : Ce produit s'adresse aux investisseurs, qui ont une connaissance de base et/ou une expérience limitée ou inexistante de l'investissement dans des fonds, qui visent à augmenter la valeur de leur investissement et à percevoir des revenus sur la période de détention recommandée avec la capacité de supporter des pertes à hauteur du montant investi.

Le produit n'est pas ouvert aux résidents des Etats Unis d'Amérique/"U.S. Person" (la définition de « U.S. Person » est disponible sur le site internet de la société de gestion www.amundi.com et/ou dans le prospectus).

Rachat et transaction : Les parts peuvent être vendues (remboursées) quotidiennement comme indiqué dans le prospectus au prix de transaction correspondant (valeur liquidative). De plus amples détails sont exposés dans le prospectus de LCL ACTIONS EURO ODD ISR.

Politique de distribution : Comme il s'agit d'une classe de parts de non-distribution, les revenus de l'investissement sont réinvestis.

Informations complémentaires : Vous pouvez obtenir de plus amples informations sur ce produit et son maître, y compris le prospectus et les rapports financiers, gratuitement sur demande auprès de : Amundi Asset Management - 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris, France.

La valeur liquidative du produit est disponible sur www.amundi.fr

Dépositaire : CACEIS Bank.

Quels sont les risques et qu'est-ce que cela pourrait me rapporter ?

INDICATEUR DE RISQUE



Risque le plus faible

Risque le plus élevé



L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le produit pendant 5 ans.

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

Nous avons classé ce produit dans la classe de risque 4 sur 7, qui est une classe de risque moyenne. Autrement dit, les pertes potentielles liées aux futurs résultats du produit se situent à un niveau moyen et, si la situation venait à se détériorer sur les marchés, il est possible que notre capacité à vous payer en soit affectée.

Risques supplémentaires : Le risque de liquidité du marché peut accentuer la variation des performances du produit.

Ce produit ne prévoyant pas de protection contre les aléas de marché, vous pourriez perdre tout ou partie de votre investissement.

Outre les risques inclus dans l'indicateur de risque, d'autres risques peuvent influencer sur la performance du Fonds. Veuillez vous reporter au prospectus de LCL ACTIONS EURO ODD ISR.

Les demandes de souscription et de rachat du Fonds maître sont centralisées chaque jour d'établissement de la valeur liquidative jusqu'à 12:00 (heure de Paris).

SCÉNARIOS DE PERFORMANCE

Les scénarios défavorable, intermédiaire et favorable présentés représentent des exemples utilisant les meilleure et pire performances ainsi que la performance moyenne du Fonds au cours des 10 dernières années. Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir. Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

Ce que vous obtiendrez de ce produit dépend des performances futures du marché. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

Période de détention recommandée : 5 ans
Investissement 10 000 EUR

Scénarios		Si vous sortez après	
		1 an	5 ans
Minimum	Il n'existe aucun rendement minimal garanti. Vous pourriez perdre tout ou une partie de votre investissement.		
Scénario de tensions	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€3 590	€3 390
	Rendement annuel moyen	-64,1%	-19,5%
Scénario défavorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€7 930	€9 340
	Rendement annuel moyen	-20,7%	-1,4%
Scénario intermédiaire	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€10 700	€13 460
	Rendement annuel moyen	7,0%	6,1%
Scénario favorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€13 910	€17 770
	Rendement annuel moyen	39,1%	12,2%

Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du produit lui-même, mais pas nécessairement tous les frais dus à votre conseiller ou distributeur. Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle, qui peut également influencer sur les montants que vous recevrez.

Scénario défavorable : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre le 29/09/2017 et le 30/09/2022

Scénario intermédiaire : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre le 30/09/2019 et le 30/09/2024

Scénario favorable : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre le 30/10/2020 et le 31/10/2025

Que se passe-t-il si Amundi Asset Management n'est pas en mesure d'effectuer les versements ?

Le produit est une copropriété d'instruments financiers et de dépôts distincte de la Société de gestion. En cas de défaillance de la Société de gestion, les actifs du produit conservés par le dépositaire ne seront pas affectés. En cas de défaillance du dépositaire, le risque de perte financière du produit est atténué en raison de la ségrégation légale des actifs du dépositaire de ceux du produit.

Que va me coûter cet investissement ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet de ces coûts et vous montrera l'incidence de ces coûts sur votre investissement.

COÛTS AU FIL DU TEMPS

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez, du temps pendant lequel vous détenez le produit. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et des différentes périodes d'investissement possibles.

Nous avons supposé :

- qu'au cours de la première année vous récupéreriez le montant que vous avez investi (rendement annuel de 0 %). Que pour les autres périodes de détention, le produit évolue de la manière indiquée dans le scénario intermédiaire.

- EUR 10 000 investi.

Investissement 10 000 EUR

Scénarios	Si vous sortez après	
	1 an	5 ans*
Coûts totaux	€339	€1 183
Incidence des coûts annuels**	3,4%	1,9%

* Période de détention recommandée.

** Elle montre dans quelle mesure les coûts réduisent annuellement votre rendement au cours de la période de détention. Par exemple, elle montre que si vous sortez à la fin de la période de détention recommandée, il est prévu que votre rendement moyen par an soit de 8,07% avant déduction des coûts et de 6,12% après cette déduction.

Ces chiffres comprennent les coûts de distribution maximaux que la personne vous vendant le produit peut vous facturer (2,00% du montant investi / 200 EUR). Cette personne vous informera des coûts de distribution réels.

COMPOSITION DES COÛTS

Coûts ponctuels d'entrée ou de sortie		Si vous sortez après 1 an
Coûts d'entrée	Cela comprend des coûts de distribution de 2,00% du montant investi. Il s'agit du montant maximal que vous paierez. La personne qui vous vend le produit vous informera des coûts réels.	Jusqu'à 200 EUR
Coûts de sortie	Nous ne facturons pas de coûts de sortie pour ce produit, mais la personne qui vous vend le produit peut le faire.	0,00 EUR
Coûts récurrents prélevés chaque année		
Frais de gestion et autres coûts administratifs ou d'exploitation	1,42% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	139,16 EUR
Coûts de transaction	Nous ne chargeons pas de frais de transaction pour ce produit	0,00 EUR
Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions spécifiques		
Commissions liées aux résultats	Il n'y a pas de commission liée aux résultats pour ce produit.	0,00 EUR

Combien de temps dois-je le conserver, et puis-je retirer de l'argent de façon anticipée?

Période de détention recommandée : 5 ans. Cette durée est basée sur notre évaluation des caractéristiques de risque et de rémunération et des coûts du Fonds. Ce produit est conçu pour un investissement à moyen terme ; vous devez être prêt à conserver votre investissement pendant au moins 5 ans. Vous pouvez obtenir le remboursement de votre investissement à tout moment ou le détenir plus longtemps.

Calendrier des ordres : les ordres de rachat de parts doivent être reçus avant 12:00 (heure de Paris) le jour d'établissement de la valeur liquidative. Veuillez vous reporter au prospectus LCL ACTIONS EURO ODD ISR pour plus de détails concernant les rachats. Un mécanisme de plafonnement des rachats (dit « Gates ») peut être mis en œuvre par la société de gestion. Les modalités de fonctionnement sont décrites dans le Prospectus.

Afin de gérer les risques de liquidité et dans le meilleur intérêt des investisseurs, si les demandes de rachat dépassent un seuil prédéfini, la société de gestion peut restreindre les droits de rachat des investisseurs et ne traiter ces demandes que partiellement, au prorata. Les modalités de fonctionnement sont décrites dans le prospectus.

Afin de favoriser une répartition équitable des coûts et d'atténuer les effets de dilution, dans le meilleur intérêt des investisseurs, la société de gestion peut utiliser la méthode de tarification variable, un mécanisme prédéterminé par lequel la valeur liquidative est ajustée par l'application d'un facteur reflétant le coût de la liquidité. Les modalités de fonctionnement sont décrites dans le prospectus.

Comment puis-je formuler une réclamation?

Si vous avez des réclamations, vous pouvez :

- Envoyer un courrier à Amundi Asset Management au 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris - France
- Envoyer un e-mail à complaints@amundi.com

Dans le cas d'une réclamation, vous devez indiquer clairement vos coordonnées (nom, adresse, numéro de téléphone ou adresse e-mail) et fournir une brève explication de votre réclamation. Vous trouverez davantage d'informations sur notre site Internet www.amundi.fr.

Si vous avez une réclamation au sujet de la personne qui vous a conseillé ce produit, ou qui vous l'a vendu, vous devez vous rapprocher d'elle pour obtenir toutes les informations concernant la démarche à suivre pour faire une réclamation.

Autres informations pertinentes

Vous trouverez le prospectus, les documents d'informations clés, les avis aux investisseurs, les rapports financiers et d'autres documents d'information relatifs au produit, y compris les diverses politiques publiées du produit, sur notre site Internet www.amundi.fr. Vous pouvez également demander une copie de ces documents au siège social de la société de gestion.

Lorsque ce produit est utilisé comme support en unité de compte d'un contrat d'assurance sur la vie ou de capitalisation, les informations complémentaires sur ce contrat, telles que les coûts du contrat, qui ne sont pas compris dans les coûts indiqués dans le présent document, le contact en cas de réclamation et ce qui se passe en cas de défaillance de l'entreprise d'assurance sont présentées dans le document d'informations clés de ce contrat obligatoirement remis par votre assureur ou courtier ou tout autre intermédiaire d'assurance conformément à son obligation légale.

Performance passée : Vous pouvez télécharger les performances passées du Fonds au cours des 5 dernières années sur www.amundi.fr.

Scénarios de performance : Vous pouvez consulter les scénarios de performance précédents mis à jour chaque mois sur www.amundi.fr.

PROSPECTUS

I - CARACTERISTIQUES GENERALES

Dénomination :	LCL ACTIONS EURO ODD ISR
Forme Juridique de l'OPCVM et Etat membre :	Fonds Commun de Placement (FCP) de droit français
Nourricier :	LCL ACTIONS EURO ODD ISR est un nourricier de BFT ACTIONS EURO ODD ISR - O (C)
Date de création et durée d'existence prévue :	OPC créé le 14/11/1979 pour une durée de vie de 99 ans.
Date d'agrément :	OPC agréé le 14/11/1979

Synthèse de l'offre de gestion

Dénomination Part	Code ISIN	Affectation des sommes distribuables	Devise de libellé	Montant minimum de souscription		Souscripteurs concernés
				Initiale	Ultérieure	
Part C	FR0000985145	Résultat net Capitalisation Plus-values nettes réalisées Capitalisation	EUR	1 millième de part	1 millième de part	Tous souscripteurs
Part R - C	FR001400TDP1	Résultat net Capitalisation Plus-values nettes réalisées Capitalisation	EUR	1 millième de part	1 millième de part	Tous souscripteurs

Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique

Le dernier document annuel ainsi que la composition des actifs sont adressés dans un délai de 8 jours ouvrés sur simple demande écrite auprès de :

Amundi Asset Management
LCL Gestion
91-93, Boulevard Pasteur - 75015 Paris

Les documents d'information relatifs à l'OPC maître BFT ACTIONS EURO ODD ISR, de droit français, agréé par l'Autorité des marchés financiers, sont disponibles auprès de :

CPR Asset Management

Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'AMF sous le N° GP01056
Siège social : 91-93, boulevard Pasteur – 75015 PARIS

Des informations supplémentaires peuvent être obtenues auprès de votre interlocuteur habituel.
Le site de l'AMF www.amf-france.org contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

II - ACTEURS

Société de gestion

Amundi Asset Management, Société par Actions Simplifiée au capital de 1.143.615.555 euros
Immatriculée au RCS de Paris sous le n°437 574 452
Société de Gestion agréée par l'AMF sous le n° GP 04000036
Siège social : 91-93, Boulevard Pasteur - 75015 Paris

Dépositaire, Conservateur et Gestionnaire du passif

CACEIS BANK, Société Anonyme
Siège social : 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge, RCS Nanterre 692 024 722
Activité principale : Banque et prestataire de services d'investissement agréé par le CECEI le 1er avril 2005

Au regard des missions réglementaires et contractuellement confiées par la société de gestion, le dépositaire a pour activité principale la garde des actifs de l'OPC, le contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion ainsi que le suivi des flux de liquidité de l'OPC.

Le dépositaire et la société de gestion appartiennent au même groupe ; ainsi, et conformément à la réglementation applicable, ils ont mis en place une politique d'identification et de prévention des conflits d'intérêts. Si un conflit d'intérêt ne peut être évité, la société de gestion et le dépositaire prennent toutes les mesures nécessaires pour gérer, suivre et signaler ce conflit d'intérêt.

La description des fonctions de garde déléguées, la liste des délégataires et sous délégataires du dépositaire et l'information relative aux conflits d'intérêt susceptibles de résulter de ces délégations sont disponibles sur son site internet : www.caceis.com ou gratuitement sur simple demande écrite.

Des informations actualisées sont mises à disposition des porteurs sur demande.

Etablissement en charge de la centralisation des ordres de souscription et de rachat par délégation de la société de gestion

CACEIS BANK, Société Anonyme
Siège social : 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge, RCS Nanterre 692 024 722
Activité principale : Banque et prestataire de services d'investissement agréé par le CECEI le 1er avril 2005

Le dépositaire est également chargé, par délégation de la société de gestion, de la tenue du passif de l'OPC, qui recouvre la centralisation des ordres de souscription et de rachat des parts ainsi que la tenue du compte émission des parts.

Commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Représenté par Stéphane Collas
6, place de la Pyramide 92908 Paris-la-Défense Cedex

Commercialisateurs

Ensemble des agences LCL - Le Crédit Lyonnais en France

La liste des commercialisateurs n'est pas exhaustive dans la mesure où, notamment, l'OPC est admis à la circulation en Euroclear. Ainsi, certains commercialisateurs peuvent ne pas être mandatés ou connus de la société de gestion.

Gestionnaire financier par délégation

Néant

Gestionnaire comptable par délégation

CACEIS Fund Administration, Société Anonyme
Siège social : 89-91, rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge

CACEIS Fund Administration est l'entité du groupe Crédit Agricole spécialisée sur les fonctions de gestion administrative et comptable des OPC pour une clientèle interne et externe au groupe. A ce titre, CACEIS Fund Administration a été désignée par Amundi Asset Management, en qualité de gestionnaire comptable par délégation pour la valorisation et l'administration comptable de l'OPC.

III - MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

1. Caractéristiques générales

Caractéristiques des parts

Nature du droit attaché à la catégorie de parts

Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds commun de placement proportionnel au nombre de parts possédées.

Inscription à un registre ou précision des modalités de tenue du passif

Dans le cadre de la gestion du passif de l'OPC, les fonctions de centralisation des ordres de souscription et de rachat, ainsi que de tenue de compte émetteur des parts sont effectuées par le dépositaire en relation avec la société Euroclear France, auprès de laquelle l'OPC est admis.

Inscription au registre du gestionnaire du passif pour les parts inscrites au nominatif administré.

Droit de vote

Aucun droit de vote n'est attaché aux parts, les décisions étant prises par la société de gestion. Il est rappelé qu'une information sur les modifications du fonctionnement du fonds est donnée aux porteurs

soit individuellement, soit par voie de presse, soit par tout autre moyen conformément à la réglementation en vigueur.

Forme des parts : nominatif ou au porteur

Décimalisation

Part R - C : millième de part (au-delà des minima de souscription)

Part C : millième de part (au-delà des minima de souscription)

Date de clôture de l'exercice comptable : Août (Dernier jour de bourse du mois)

Date de clôture du premier exercice comptable : 30/11/1980

Libellé de la devise de comptabilité : EUR

Régime fiscal

L'OPC est éligible au Plan d'Epargne en Actions (PEA).

L'OPC en tant que tel n'est pas sujet à imposition. Toutefois, les porteurs peuvent supporter des impositions du fait des revenus distribués par l'OPC, le cas échéant, ou lorsqu'ils cèderont les titres de celui-ci. Le régime fiscal applicable aux sommes distribuées par l'OPC ou aux plus ou moins-values latentes ou réalisées par l'OPC dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur, de sa résidence fiscale et/ou de la juridiction d'investissement de l'OPC.

Si l'investisseur n'est pas sûr de sa situation fiscale, il doit s'adresser à un conseiller ou un professionnel. Certains revenus distribués par l'OPC à des non-résidents en France sont susceptibles de supporter dans cet Etat une retenue à la source.

Considérations sur la fiscalité américaine

Le dispositif "Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)" de la loi américaine HIRE « Hire Incentive to Restore Employment » exige que les institutions financières non américaines (établissement financier étranger ou « FFI ») communique à l'« IRS » (l'administration fiscale américaine) les renseignements financiers relatifs aux actifs détenus par des Ressortissants fiscaux américains¹ en dehors des États-Unis.

Conformément à la réglementation FATCA, les titres américains détenus par toute institution financière qui n'adhère pas ou qualifiée non conforme au dispositif de la loi FATCA sera soumise à une retenue à la source de 30% sur (i) certaines sources de revenus américains, et (ii) les produits bruts issus de la vente ou de la cession d'actifs américains.

L'OPC relève du champ d'application de FATCA et à ce titre pourra demander aux porteurs de parts certaines informations rendues obligatoires.

Les États-Unis ont conclu un accord intergouvernemental pour la mise en œuvre de la loi FATCA avec plusieurs gouvernements. À cet égard, le gouvernement Français et Américain ont signé un accord intergouvernemental (« IGA »).

L'OPC respecte « le modèle 1 d'IGA » conclu entre la France et les États-Unis d'Amérique. L'OPC (ni aucun compartiment) ne s'attend à être soumis à une retenue à la source FATCA.

La loi FATCA exige que l'OPC collecte certaines informations sur l'identité (y compris les détails du droit de propriété, de détention et de distribution) des titulaires des comptes qui sont des résidents fiscaux américains, des entités contrôlant des résidents fiscaux américains et des résidents fiscaux non américains qui ne se conforment pas aux dispositions FATCA ou qui ne fournissent pas toute information exacte, complète et précise requise en vertu de l'accord intergouvernemental « IGA ».

A cet égard, chaque porteur de part potentiel s'engage à fournir toute information demandée (y compris, sans toutefois s'y limiter, son numéro GIIN) par l'OPC, son entité déléguée ou le commercialisateur.

Les porteurs de parts potentiels informeront immédiatement par écrit l'OPC, son entité déléguée ou le commercialisateur de tout changement de circonstances dans leur statut FATCA ou de leur numéro GIIN.

En vertu de l'IGA, ces informations doivent être communiquées aux autorités fiscales Françaises, qui peuvent à leur tour les partager avec l'IRS ou avec d'autres autorités fiscales.

Les investisseurs qui n'auraient pas documenté leur statut FATCA de manière adéquate ou qui auraient refusé de communiquer leur statut FATCA ou les informations nécessaires dans les délais requis, pourraient être qualifiés de « récalcitrants » et faire l'objet d'une déclaration de la part de l'OPC ou leur société de gestion aux autorités fiscales ou gouvernementales compétentes.

Afin d'éviter les impacts potentiels résultant du mécanisme « Foreign Passthu Payment : paiement intermédiaire étranger » et empêcher toute retenue à la source sur de tels paiements, l'OPC ou son entité déléguée se réserve le droit d'interdire toute souscription dans l'OPC ou la vente des parts ou actions à toute FFI Non-participante « NPFFI² » notamment chaque fois qu'une telle interdiction est considérée légitime et justifiée par la protection des intérêts généraux des investisseurs dans l'OPC.

L'OPC et son représentant légal, le dépositaire de l'OPC ainsi que l'agent de transfert se réservent le droit, de manière discrétionnaire, de prévenir ou remédier à l'acquisition et/ou à la détention directe ou indirecte de parts ou d'actions de l'OPC par tout investisseur qui serait en violation des lois et réglementations applicables, ou lorsque la présence de ce dernier dans l'OPC pourrait entraîner des conséquences préjudiciables pour l'OPC ou pour d'autres investisseurs, y compris, mais sans s'y limiter, les sanctions FATCA.

A cette fin, l'OPC pourrait procéder au rejet de toute souscription ou exiger le rachat forcé des parts ou actions de l'OPC conformément aux conditions énoncées dans le règlement ou les statuts de l'OPC³.

La loi FATCA est relativement nouvelle et sa mise en œuvre est en cours de développement. Bien que les informations ci-dessus résument la compréhension actuelle de la société de gestion, cette compréhension pourrait être incorrecte, ou la manière dont FATCA est mise en œuvre pourrait changer de manière à soumettre certains ou tous les investisseurs au prélèvement à la source de 30 %.

Les présentes dispositions ne valent ni analyse complète de toutes les règles et considérations fiscales ni conseil fiscal, et ne sauraient être considérées comme une liste complète de tous les risques fiscaux potentiels inhérents à la souscription ou à la détention de parts de FCP. Tout investisseur devra consulter son conseil habituel sur la fiscalité et les conséquences potentielles de la souscription, la détention ou le rachat de parts ou d'actions en application des lois auxquelles l'investisseur pourrait être soumis, et notamment l'application du régime de déclaration ou de retenue à la source au titre de FATCA concernant ses investissements dans l'OPC.

¹L'expression " contribuable « personne américaine»" selon l'« Internal Revenue Code » américain désigne une personne physique qui est un citoyen ou un résident américain, une société de personnes ou une société créée aux Etats-Unis ou en vertu du droit fédéral américain ou d'un des Etats Fédérés américains, un trust si (i) un tribunal situé aux Etats-Unis aurait, selon la loi, le pouvoir de rendre des ordonnances ou des jugements concernant substantiellement toutes les questions relatives à l'administration du trust et si (ii) une ou plusieurs personnes américaines jouissent d'un droit de contrôle sur toutes les décisions substantielles du trust, ou sur la succession d'un défunt qui était citoyen ou résident des Etats-Unis.

²NPFFI ou FFI Non-Participante = établissement financier qui refuse de se conformer à FATCA soit en refusant de signer un contrat avec l'IRS soit en refusant d'identifier ses clients ou de faire le reporting aux autorités.

³Ce pouvoir s'étend également à toute personne (i) qui apparaît directement ou indirectement en infraction avec les lois et règlements de tout pays ou toute autorité gouvernementale, ou (ii) qui pourrait, de l'avis de la société de gestion de l'OPC, faire subir un dommage à l'OPC qu'il n'aurait autrement ni enduré ni subi.

Echange automatique d'informations fiscales (réglementation CRS) :

La France a signé des accords multilatéraux en matière d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, sur la base des « Normes Commune de Déclaration » (« NCD/CRS ») telles qu'adoptées par l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (« OCDE »).

Selon la loi relative à CRS, l'OPC ou la société de gestion doit fournir aux autorités fiscales locales certaines informations sur les actionnaires non-résidents en France. Ces informations étant ensuite communiquées aux autorités fiscales compétentes.

Les informations à communiquer aux autorités fiscales incluent des informations telles que le nom, l'adresse, le numéro d'identification fiscal (NIF), la date de naissance, le lieu de naissance (s'il figure dans les registres de l'institution financière), le numéro de compte, le solde du compte ou le cas échéant sa valeur en fin d'année et les paiements enregistrés sur le compte au cours de l'année civile).

Chaque investisseur accepte de fournir à l'OPC, à la société de gestion ou à leurs distributeurs les informations et la documentation prescrite par la loi (y compris sans s'y limiter, son auto-certification) ainsi que toute documentation supplémentaire raisonnablement demandée qui pourrait être nécessaire pour se conformer à ses obligations de déclaration en vertu des normes CRS.

De plus amples informations sur les normes CRS sont disponibles sur les sites internet de l'OCDE et des autorités fiscales des Etats signataires de l'accord.

Tout porteur de parts ne donnant pas suite aux demandes d'informations ou documents par l'OPC : (i) peut être tenu responsable des sanctions infligées à l'OPC et qui sont imputables au défaut de l'actionnaire de fournir la documentation demandée, ou qui fournit une documentation incomplète ou incorrecte, et (ii) sera reporté aux autorités fiscales compétentes comme n'ayant pas fourni les informations nécessaires à l'identification de sa résidence fiscale et à son numéro d'identification fiscal.

2. Dispositions particulières

Code ISIN

Part C : FR0000985145

Part R - C : FR001400TDP1

Classification : Actions de pays de la zone Euro

Objectif de gestion

L'objectif de gestion de l'OPC est identique à celui de l'OPC maître BFT ACTIONS EURO ODD ISR, à savoir :

L'objectif de gestion consiste à réaliser, sur un horizon de placement de 5 ans, une performance nette de frais supérieure à celle de l'indice de référence, le MSCI EMU (dividendes réinvestis), par une exposition aux actions de sociétés de la zone euro. La sélection des titres est réalisée selon un axe financier et un axe extra-financier, d'une part en intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et d'autre part en prenant en compte la contribution des entreprises aux Objectifs de Développement Durable (« ODD ») des Nations Unies.

La performance de LCL ACTIONS EURO ODD ISR est celle de l'OPC maître diminuée des frais de gestion propres au nourricier.

Indicateur de référence

L'indicateur de référence de l'OPC est identique à celui de l'OPC maître BFT ACTIONS EURO ODD ISR, à savoir :

L'indice de référence est le MSCI EMU (dividendes réinvestis). Il s'agit d'un indice large représentatif des principales capitalisations boursières des pays de la zone euro, calculé par Morgan Stanley Capital Index (MSCI). Il est valorisé en cours de clôture et exprimé en euro.

Indice de référence applicable à l'objectif de gestion du fonds :

A la date de la dernière mise à jour du présent prospectus, l'administrateur de l'indice de référence MSCI Limited n'est pas encore inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA.

Au regard du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du conseil du 08 juin 2016, la société de gestion dispose d'une procédure de suivi des indices de référence utilisés décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas de modifications substantielles apportées à un indice ou cessation de fourniture de cet indice.

Stratégie d'investissement

L'actif de l'OPC est investi en quasi-totalité et en permanence en parts de l'OPC maître BFT ACTIONS EURO ODD ISR - O (C) et accessoirement en liquidités.

Rappel de la stratégie d'investissement de l'OPC maître

1. Stratégies utilisées

Le fonds est géré de manière active (gestion dite de stock picking). Le processus d'investissement repose sur la sélection d'actions au sein de l'univers d'investissement représenté par l'indice MSCI EMU (indice représentatif des principales capitalisations boursières des pays de la zone euro). Le fonds peut investir en-dehors de son univers d'investissement jusqu'à 10% maximum.

La philosophie d'investissement du fonds est d'investir dans des entreprises de la zone Euro dont la société de gestion juge les fondamentaux solides et de privilégier les sociétés qui contribuent à l'amélioration d'un ou plusieurs objectifs de développement durable (ODD) et les entreprises les plus vertueuses au regard de critères ESG.

Adoptés en 2015 par l'ensemble des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) visent à couvrir l'intégralité des enjeux du développement durable, pris au sens large et portent donc sur des thématiques environnementales, économiques et sociales (climat, biodiversité, énergie, eau, pauvreté, égalité des genres, prospérité économique, paix, éducation). La liste des ODD est disponible sur le site <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>.

Le fonds ne bénéficie pas du label ISR, mais applique les exclusions prévues à l'Annexe 7 du référentiel du Label ISR. Ces exclusions sont effectuées au regard de critères sociaux, environnementaux, et de gouvernance et concernent également les obligations souveraines émises par certains pays et territoires. Le détail des exclusions est disponible sur le site du label : <https://www.lelabelisr.fr>.

Pour sélectionner les valeurs, l'équipe de gestion suit le processus d'investissement suivant :

- la 1ère étape consiste à réaliser une analyse extra-financière des sociétés de l'univers d'investissement, au regard de critères ESG et ODD, puis à encadrer cet univers par la prise en compte d'exclusions.
- lors de la 2ème étape, le gérant identifie les valeurs en menant une analyse financière fondamentale.
- la 3ème étape consiste en la construction du portefeuille, qui est basée sur la sélection des titres combinant les critères financiers et extra-financiers les plus favorables selon une double approche ESG et ODD.

Description du processus d'investissement du FCP :

Étape 1 : Analyse extra-financière des sociétés et encadrement de l'univers d'investissement

1) Analyse extra-financière

a- Notation ESG

Pour sélectionner les valeurs éligibles au sein de l'univers d'investissement, l'équipe de gestion s'appuie notamment sur une analyse extra-financière basée sur des critères ESG (Environnement, Social, Gouvernance).

A l'issue de cette analyse, une notation ESG est attribuée à chaque émetteur de l'univers d'investissement, allant de A (meilleure note) à G (moins bonne note), sur la base d'une analyse extra-financière élaborée à partir de la méthodologie de notation ESG « Best in Class » développée par Amundi, groupe d'appartenance de la société de gestion.

La note ESG vise à mesurer la performance ESG d'une entreprise, c'est à dire sa capacité à anticiper et à gérer les risques et opportunités de durabilité inhérents à son secteur d'activité et à sa position stratégique. La note ESG évalue également la capacité de l'entreprise à gérer l'impact négatif potentiel de ses activités sur les facteurs de durabilité.

L'analyse des émetteurs privés est fondée sur un référentiel de critères basés sur des textes à portée universelle (Pacte mondial, Organisation Internationale du Travail, Droits de l'Homme, Normes ISO, ...). Ce référentiel est composé d'un ensemble de critères génériques à tous les émetteurs puis de critères spécifiques à chaque secteur. Ce référentiel est alimenté par des données extra-financières de fournisseurs externes et par des analyses qualitatives sectorielles et thématiques.

Les notations ESG sont mises à jour mensuellement en fonction des données fournies par les agences de notation.

La méthodologie d'analyse repose sur 38 critères dont 17 génériques communs à l'ensemble des secteurs, et 21 critères spécifiques, propres aux enjeux des différents secteurs conformément à la Politique d'Investissement Responsable d'Amundi disponible sur le site internet : www.cpram.com.

Limites de l'approche retenue : L'approche « Best-in-class » n'exclut aucun secteur d'activité a priori. Tous les secteurs économiques sont donc représentés dans cette approche et le fonds peut ainsi être exposé à certains secteurs controversés. Afin de limiter les risques extra-financiers potentiels de ces secteurs, le fonds applique un certain nombre d'exclusions (telles que détaillées ci-après) ainsi que la politique d'engagement du groupe. Cette dernière vise, d'une part, à dialoguer avec les entreprises pour améliorer leurs pratiques ESG et d'autre part, à mieux intégrer leur exposition aux risques ESG.

b- Mesure de la contribution aux ODD

L'équipe de gestion s'appuie également sur la méthodologie MSCI SDG Alignment, qui a pour objectif d'évaluer l'alignement des entreprises aux 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, en fournissant une vision globale de la contribution nette des entreprises (contributions positives combinées avec les contributions négatives) à la réalisation de chacun des 17 ODD.

- Méthodologie de calcul du score d'alignement aux ODD pour un émetteur

Le score d'alignement aux ODD pour un émetteur, compris entre -10 et 10, est la moyenne du score d'alignement produits et du score d'alignement opérationnel.

Le score d'alignement produits, compris entre -10 et 10, mesure l'impact net d'un produit et/ou service de l'entreprise sur la réalisation des objectifs associés à chacun des 17 ODD. L'impact net implique que certains produits et services d'une entreprise peuvent être bien alignés sur la réalisation des ODD, tandis que d'autres produits et services peuvent avoir un impact négatif et être mal alignés sur la réalisation des ODD.

Le score d'alignement opérationnel, compris entre -10 et 10, mesure la proportion dans laquelle les opérations des entreprises peuvent avoir un impact positif ou négatif sur la réalisation d'objectifs de développement durable spécifiques. Pour chaque ODD, cette mesure prend en considération une combinaison de politiques, cibles et pratiques internes et les tendances des mesures de performance quantitatives (par exemple, l'intensité des émissions de carbone, les prélèvements d'eau).

*Si le score d'alignement aux ODD est supérieur ou égal à 2, on parle de contribution positive.
Si le score d'alignement aux ODD est compris entre -1,5 et 1,5, on parle de contribution neutre.
Si le score d'alignement aux ODD est inférieur ou égal à -2, on parle de contribution négative.*

Par ailleurs, si le score d'alignement aux ODD est égal à -10, l'émetteur est considéré comme « strongly misaligned ».

- *Méthodologie de calcul de la contribution nette aux ODD pour le portefeuille et l'indice de référence*

La contribution nette aux ODD pour un émetteur se définit comme la différence entre la somme des contributions positives et la somme des contributions négatives.

La contribution nette aux ODD du portefeuille est la somme de la contribution nette aux ODD de chaque valeur pondérée par son poids dans le portefeuille rapportée au nombre d'ODD.

La contribution nette aux ODD de l'indice de référence est la somme de la contribution nette aux ODD de chaque valeur pondérée par son poids dans l'indice de référence rapportée au nombre d'ODD.

Limite de l'approche : La méthodologie repose sur un alignement global des entreprises aux Objectifs de Développement Durable. Elle n'explique pas comment leur stratégie d'investissement s'aligne sur un ou plusieurs des objectifs de développement durable.

c- Mesure des émissions carbone

L'équipe de gestion s'appuie par ailleurs sur la mesure des émissions de gaz à effet de serre par une entreprise, qui est exprimée en tonnes CO2 équivalent par million d'euros de chiffre d'affaires. Elle regroupe les six gaz à effet de serre définis dans le protocole de Kyoto dont les émissions sont converties en potentiel de réchauffement global (PRG) en équivalent CO2.

Elle est effectuée en distinguant trois sous-ensembles (les « Scopes ») :

- *Scope 1 : Ensemble des émissions directes provenant de sources détenues ou contrôlées par l'entreprise.*
- *Scope 2 : L'ensemble des émissions indirectes induites par l'achat ou la production d'électricité, de vapeur ou de chaleur.*
- *Scope 3 : L'ensemble de toutes les autres émissions indirectes, en amont et en aval de la chaîne de valeur. Pour des raisons de robustesse des données, nous faisons le choix de n'utiliser que les émissions provenant des activités en amont du scope 3.*

Source : modèle EEI-O Trucost (modèle d'entrée/sortie étendu à l'environnement de Trucost). Si une entreprise ne publie pas ses propres données, celles-ci sont modélisées par le fournisseur sur base de leur découpage sectoriel propre (> 500 secteurs) et de leur modèle input-output.

Si une entreprise ne publie pas ses propres données, celles-ci sont modélisées par le fournisseur sur base de leur découpage sectoriel propre (> 500 secteurs) et de leur modèle input-output.

Limites de cette approche thématique :

En l'état actuel des données disponibles, les émissions de CO2 de certaines petites et moyennes entreprises et des émissions de scope 3 sont d'un accès difficile et incomplet et ne sont pas garanties. Des estimations sont parfois nécessaires pour pallier le manque de données (de façon quasi systématique pour calculer le scope 3 qui est très peu reporté par les entreprises), ou pour corriger des données qui sont reportées mais qui semblent aberrantes. Des modèles d'estimation (moyenne sectorielle, modèles de régression), peuvent donc être employés par le fournisseur de données.

2) Encadrement de l'univers d'investissement

Le fonds applique les filtres d'exclusions suivants :

- *Exclusions normatives* :*
 - *sur l'armement controversé (mines antipersonnel, bombes à sous-munitions, armes chimiques et biologiques et armes à l'uranium appauvri ...)* ;

- les entreprises qui contreviennent gravement et de manière répétée à l'un ou plusieurs des 10 principes du Pacte Mondial**, sans mesures correctives crédibles.
- Exclusions sectorielles du groupe sur les combustibles fossiles (par exemple le charbon et les hydrocarbures non conventionnels), le tabac et l'armement (par exemple l'armement nucléaire et les armes à uranium appauvri). Le détail de la Politique d'Investissement Responsable du groupe est disponible sur le site de la société de gestion.
- Exclusions des entreprises liées à des activités considérées comme non-alignées avec l' Accord de Paris sur le climat (pétrole, gaz...). Ces exclusions sont prévues à l'article 12, paragraphe 1, points a) à g), du règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission du 17 juillet 2020 complétant le règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les normes minimales applicables aux indices de référence de l'UE relatifs à la transition climatique et aux indices de référence de l'UE alignés sur l'Accord de Paris.
- Exclusions des émetteurs dont la notation ESG est F et G à l'achat. En cas de dégradation de la notation d'un émetteur à G alors qu'il était déjà présent dans le portefeuille, la société de gestion décidera de céder les titres dans les meilleurs délais et dans l'intérêt des actionnaires.
- Exclusions des émetteurs dits « strongly misaligned » au regard de la méthodologie MSCI SDG Alignment, c'est-à-dire obtenant la note de -10 sur au moins 1 des 17 critères ODD ; si la note d'un émetteur sur au moins 1 critère ODD est dégradé à -10 alors qu'il est déjà présent dans le portefeuille, le gérant cherchera à vendre le titre concerné dans le mois suivant cette dégradation.

Le Fonds peut néanmoins investir dans des émissions destinées spécifiquement à financer des projets verts, sociaux et/ou durables émises par des entreprises liées à des activités considérées comme non-alignées avec l'Accord de Paris sur le climat.

* Ces exclusions s'appliquent à toutes les sociétés de gestion

** United Nations Global Compact (UN Global Compact) : "Le Pacte Mondial invite les entreprises à adopter, soutenir et appliquer dans leur sphère d'influence un ensemble de valeurs fondamentales, dans les domaines des droits de l'homme, des normes de travail et de l'environnement, et de lutte contre la corruption.

Etape 2 : Analyse financière des sociétés de l'univers investissable

Le gérant identifie les valeurs au regard d'une analyse financière fondamentale basée sur trois types de critères :

- la qualité des fondamentaux de l'entreprise : leadership sur son activité, potentiel du marché adressable, position concurrentielle, présence de barrières à l'entrée, opportunités de croissance, sensibilité à la conjoncture et aux devises, ratios de bilan, ratios de rentabilité d'exploitation, situation financière (ratio DN/Ebitda, levier financier), qualité des dirigeants.
- la valorisation de l'entreprise : des critères financiers sont utilisés (cours / bénéfice par action, valeur d'entreprise rapportée au chiffre d'affaires ...) afin de vérifier que la valorisation de l'entreprise est cohérente avec la croissance estimée des résultats ou la rentabilité des capitaux. Ces ratios sont également considérés relativement au marché et au secteur d'activité.
- la croissance de l'entreprise : les critères de croissance comprennent la croissance attendue de l'activité (CA), des marges (EBIT) et des bénéfices (BPA). Ces données sont analysées sur longue période en cohérence avec notre horizon d'investissement. La dynamique de révision des bénéfices est également prise en compte pour identifier d'éventuelles ruptures sur l'évolution attendue des bénéfices. Ces ratios sont également considérés relativement au marché et au secteur d'activité. Cette approche conduit à équilibrer dans les choix de gestion les critères liés à la valorisation et ceux liés à la croissance afin d'obtenir un portefeuille dit de type "GARP" (Growth at A Reasonable Price ou "de croissance à un prix raisonnable").

Etape 3 : Construction du portefeuille

La construction du portefeuille est basée sur la sélection de titres en combinant les critères financiers et extra-financiers les plus favorables avec un contrôle des risques inhérent à ces choix de titres.

La construction du portefeuille est réalisée selon les modalités suivantes :

- au minimum 90% des titres en portefeuille font l'objet d'une note sur l'ensemble des 17 ODD (en contribution nette), d'une note ESG et d'une mesure des émissions carbone.

- Double approche dite en « amélioration de note » :
 - o la note ESG moyenne pondérée du portefeuille doit être supérieure à la note ESG moyenne pondérée de l'indice de référence après élimination de 25% des plus mauvais émetteurs. A partir du 01/01/2026, ce pourcentage des titres les moins bien notés passera à 30 %.
 - o la note (contribution nette) des ODD du portefeuille doit être supérieure à la note (contribution nette) des ODD de l'indice de référence après élimination d'au moins 20% des plus mauvaises valeurs de cet indicateur.
- Approche dite « en amélioration d'un indicateur extra-financier » s'agissant du carbone : L'intensité carbone du portefeuille doit être en permanence inférieure à celle de l'indice de référence.

2. Actifs Utilisés

Actions

L'univers d'investissement du fonds est centré sur les actions de la zone euro.

Du fait de son éligibilité au Plan d'Epargne en Actions (PEA), le fonds ne peut détenir moins de 75% de son actif en actions de sociétés qui ont leur siège dans un Etat membre de l'Union Européenne, ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale.

Le fonds peut détenir, dans la limite de 10 % maximum de son actif net, des titres de sociétés ayant leur siège dans un pays non membre de la zone euro.

Titres de créances et instruments du marché monétaire

Les titres en portefeuille sont sélectionnés selon le jugement de la gestion et dans le respect de la politique interne de suivi du risque de crédit de la Société de gestion.

En vue de la sélection des titres, la gestion ne s'appuie, ni exclusivement ni mécaniquement, sur les notations émises par les agences de notation. La société de gestion s'appuie principalement sur l'expertise des équipes d'Amundi Asset Management pour l'analyse crédit.

Dans le cadre de la gestion de la trésorerie ou pour répondre à un besoin spécifique de gestion, le portefeuille peut être exposé à hauteur de 10 % maximum de l'actif (directement ou via des OPC) en actifs obligataires, titres de créances négociables ou instruments du marché monétaire libellés en euro, émis par des entités publiques et/ou privées, sans répartition prédéfinie en matière de secteur ou de nature des instruments.

A l'acquisition, ces instruments de qualité « Investment Grade » bénéficieront d'une notation allant de AAA à BBB- sur l'échelle de notation de Standards & Poors ou de Aaa à Baa3 sur l'échelle de Moody's.

Devises

Euro. Le fonds est exposé à un risque de change limité à 10% maximum de l'actif net.

Parts ou actions d'OPCVM, de FIA ou de fonds d'investissement de droit étranger = Jusqu'à 10%

Il s'agit des OPC et fonds d'investissement suivants :

OPCVM français et étrangers*

FIA français ou européens ou fonds d'investissement respectant les critères fixés par le Code Monétaire et Financier*

* Dans la mesure et à la condition que ces FIA et fonds d'investissement ne puissent pas investir plus de 10% maximum de leurs actifs en placements collectifs et/ou fonds d'investissement.

Il peut s'agir de placements collectifs et fonds d'investissement gérés par la société de gestion ou par d'autres entités - appartenant ou non au groupe Amundi – y compris sociétés liées.

3. Instruments Dérivés

L'utilisation des instruments financiers à terme, conditionnels ou non, fait partie intégrante du processus d'investissement en raison de leurs avantages en matière de liquidité et/ou de leur rapport coût-efficacité. Ils permettent d'intervenir rapidement en substitution de titres vifs notamment à l'occasion des mouvements de flux liés aux souscriptions/rachats ou en cas de circonstances particulières comme les fluctuations importantes des marchés.

Informations relatives aux contreparties des contrats dérivés négociés de gré à gré

La société de gestion s'appuie sur l'expertise d'Amundi Intermédiation dans le cadre d'une prestation de service quant à la sélection des contreparties.

Amundi Intermédiation propose à la société de gestion une liste indicative de contreparties, dont l'éligibilité a préalablement été validée par le Comité Risque de Crédit d'Amundi (groupe), sur les aspects de risque de contreparties.

Cette liste est validée ensuite par la société de gestion lors de comités ad-hoc, « Comités Broker ». Les Comités Broker ont pour objet :

- de suivre les volumes (courtages sur les actions et montant net pour les autres produits) par intermédiaire/contrepartie, par type d'instrument et par marché le cas échéant ;
- de se prononcer sur la qualité de la prestation de table de négociation d'Amundi Intermédiation ;
- d'effectuer la revue des courtiers et contreparties, et d'en arrêter la liste pour la période à venir. La société de gestion peut décider de restreindre la liste, ou demander de l'élargir. Toute proposition d'élargissement de la liste des contreparties par la société de gestion lors d'un comité, ou ultérieurement, est alors à nouveau soumise à l'analyse et l'approbation du Comité Risque de Crédit d'Amundi.

Nature des marchés d'intervention

- réglementés
- organisés
- de gré à gré

Risques sur lesquels le gérant désire intervenir

- action
- taux
- change
- crédit
- volatilité

Nature des interventions

- couverture
- exposition
- arbitrage
- autre :

Nature des instruments utilisés

- futures : sur actions/indices boursiers
- options : sur actions/indices boursiers, de change
- swaps de devises, sur actions, sur indices boursiers
- change à terme : achat de devises à terme, vente de devises à terme

Stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion

Dans le cadre de sa gestion, le Fonds peut utiliser des instruments financiers à terme, sans recherche de surexposition, afin de :

- couvrir le portefeuille contre les risques liés aux marchés actions et aux marchés des changes
- s'exposer aux marchés actions par reconstitution d'une exposition synthétique à des actifs.

L'utilisation des dérivés est peu fréquente. Notamment, en cas de fortes variations du passif, le gérant pourra recourir à ces produits pour un maintien de l'exposition au risque action dans la fourchette de 80 à 120% de l'actif.

La somme de l'exposition globale sur les marchés actions résultant de l'utilisation des instruments dérivés et des titres en direct sera limitée à 120 % de l'actif.

4. Actifs intégrant un dérivé

L'OPCVM n'a pas pour objet de chercher à acquérir directement des actifs de cette nature. Toutefois, à titre accessoire, il peut détenir par exemple des bons de souscription d'actions dans le cadre d'opérations financières.

5. Dépôts

L'OPC peut effectuer des dépôts d'une durée maximale de douze mois. Ces dépôts contribuent à la réalisation de l'objectif de gestion de l'OPC en lui permettant de gérer la trésorerie.

6. Emprunts d'espèces

L'OPC peut se trouver en position débitrice en raison des opérations liées à ses flux investissements/désinvestissements en cours, opérations de souscription/rachat), dans la limite de 10% de l'actif net.

7. Opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres

Nature des opérations

- prises et mises en pension par référence au code monétaire et financier
- prêts et emprunts de titres par référence au code monétaire et financier
- sell and buy back et buy and sell back

Ces opérations portent sur les actifs éligibles au sens de la réglementation. Ces actifs sont conservés auprès du Dépositaire.

Nature des interventions, l'ensemble des opérations devant être limitées à la réalisation de l'objectif de gestion

- gestion de la trésorerie
- optimisation des revenus et de la performance
- contribution éventuelle à la surexposition de l'OPC
- couverture des positions short par emprunt de titres

Récapitulatif des proportions utilisées

Typologie d'opération	Prises en pension	Mises en pension	Prêts de titres	Emprunts de titres
Proportion maximum de l'actif net	20 %	20 %	90 %	20 %
Proportion attendue de l'actif net	5,0 %	5,0 %	22,5 %	5 %

8. Informations relatives aux garanties financières

Nature des garanties financières

Afin de se prémunir d'un défaut d'une contrepartie, l'OPC peut recevoir des garanties financières (appelées collatéral) sous la forme de titres et/ou d'espèces. Les titres reçus en garantie doivent respecter des critères définis par la société de gestion. Ils doivent être :

- liquides,
- cessibles à tout moment,
- diversifiés, dans le respect des règles d'éligibilité, d'exposition et de diversification de l'OPC,
- émis par un émetteur qui n'est pas une entité de la contrepartie ou de son groupe.

Pour les obligations, les titres seront en outre émis par des émetteurs localisés dans l'OCDE et de haute qualité dont la notation minimale pourrait aller de AAA à BBB- sur l'échelle de Standard & Poor's ou bénéficiant d'une notation jugée équivalente par la société de gestion. Les titres obligataires doivent avoir une échéance maximale de 50 ans. Les critères décrits ci-dessus sont détaillés dans une politique Risques consultable sur le site internet de la société de gestion et peuvent faire l'objet de modifications notamment en cas de circonstances de marché exceptionnelles.

Des décotes peuvent être appliquées au collatéral reçu ; elles prennent en compte la qualité de crédit, la volatilité des prix des titres ainsi que le résultat des simulations de crises réalisées.

Réutilisation du collatéral espèces reçu

Le collatéral espèces reçu peut être réinvesti en dépôts, en obligations d'Etat, en opérations de prises en pension ou en OPCVM monétaires court terme conformément à la Politique Risques de la société de gestion.

Réutilisation du collatéral titres reçu

Non autorisé : les titres reçus en collatéral ne peuvent être vendus, réinvestis ou remis en garantie.

Profil de risque

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés.

Le profil de risque du nourricier est identique à celui du maître. Le profil de risque du maître est le suivant :

Risque de perte en capital : l'investisseur est averti que son capital n'est pas garanti et peut donc ne pas lui être restitué.

Risque actions : si les actions ou les indices, auxquels le portefeuille est exposé baissent, la valeur liquidative du fonds peut baisser. Il s'agit du risque de dépréciation des actions ou des indices auxquels le portefeuille est exposé.

Risque discrétionnaire : le style de gestion discrétionnaire appliqué au fonds repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés et/ou sur la sélection des valeurs. Il existe un risque que l'OPC ne soit pas investi à tout moment sur les marchés ou valeurs les plus performants.

Risque lié à la capitalisation des sociétés : les investissements de l'OPC peuvent être réalisés sur les actions de petites et moyennes capitalisations. Sur ces marchés, le volume des titres cotés en Bourse

est réduit, les mouvements de marché sont donc plus marqués à la baisse, et plus rapides que sur les grandes capitalisations.

Risque de contrepartie : l'OPC a recours à des opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titres et/ou à des dérivés négociés de gré à gré dont les contrats d'échange sur rendement global. Ces opérations, conclues avec une contrepartie, exposent l'OPC à un risque de défaillance et/ou de non-exécution du contrat d'échange de la part de celle-ci, qui pourront avoir un impact significatif sur la valeur liquidative de l'OPC. Ce risque pourrait ne pas être, le cas échéant, compensé par les garanties financières reçues.

Risque de liquidité lié aux acquisitions et cessions temporaires de titres et/ou contrats d'échange sur rendement global (TRS) : l'OPC peut être exposé à des difficultés de négociation ou une impossibilité momentanée de négociation de certains titres dans lesquels l'OPC investit ou de ceux reçus en garantie, en cas de défaillance d'une contrepartie d'opérations d'acquisitions et cessions temporaires de titre et/ou de contrats d'échange sur rendement global (TRS).

Risque juridique : l'utilisation des acquisitions et cessions temporaires de titres et/ou contrats d'échange sur rendement global (TRS) peut entraîner un risque juridique, notamment relatif aux contrats.

Risque en matière de durabilité : il s'agit du risque lié à un évènement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

Risques accessoires

Risque de liquidité : dans le cas particulier où les volumes d'échange sur les marchés financiers sont très faibles, toute opération d'achat ou vente sur ces derniers peut entraîner d'importantes variations du marché.

Risque de change : il s'agit du risque de baisse des devises d'investissement par rapport à la devise de référence du portefeuille, l'euro. En fonction du sens des opérations de l'OPC, la baisse (en cas d'achat) ou la hausse (en cas de vente) d'une devise par rapport à l'euro, peut entraîner la baisse de la valeur liquidative.

Risque de taux : il s'agit du risque de baisse des instruments de taux découlant des variations de taux d'intérêt. Il est mesuré par la sensibilité. En période de hausse (en cas de sensibilité positive) ou de baisse (en cas de sensibilité négative) des taux d'intérêt, la valeur liquidative peut baisser de manière sensible.

Risque de crédit : il s'agit du risque de baisse de la qualité de crédit d'un émetteur privé et/ou public ou de défaut de ces derniers. En fonction du sens des opérations de l'OPC, la baisse (en cas d'achat) ou la hausse (en cas de vente) de la valeur des titres de créance sur lesquels est exposé l'OPC peut entraîner une baisse de la valeur liquidative.

Garantie ou protection

Non applicable

Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type

Tous souscripteurs.

La durée minimale de placement recommandée est de 5 ans.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir par chaque investisseur dans cet OPC dépend de sa situation personnelle. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels

et de la durée de placement recommandée, mais également de son souhait de prendre des risques ou au contraire, de privilégier un investissement prudent. Il lui est également recommandé de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de cet OPC.

Les parts de cet OPC ne peuvent être offertes ou vendues directement ou indirectement aux Etats-Unis d'Amérique (y compris sur ses territoires et possessions), au bénéfice d'une « U.S. Person », telle que définie par la réglementation américaine « Regulation S » adoptée par la Securities and Exchange Commission (« SEC »)¹.

¹ L'expression « U.S. Person » s'entend de: (a) toute personne physique résidant aux Etats-Unis d'Amérique; (b) toute entité ou société organisée ou enregistrée en vertu de la réglementation américaine ; (c) toute succession (ou « trust ») dont l'exécuteur ou l'administrateur est U.S. Person ; (d) toute fiducie dont l'un des fiduciaires est une « U.S. Person »; (e) toute agence ou succursale d'une entité non-américaine située aux Etats-Unis d'Amérique ; (f) tout compte géré de manière non discrétionnaire (autre qu'une succession ou une fiducie) par un intermédiaire financier ou tout autre représentant autorisé, constitué ou (dans le cas d'une personne physique) résidant aux Etats-Unis d'Amérique; (g) tout compte géré de manière discrétionnaire (autre qu'une succession ou une fiducie) par un intermédiaire financier ou tout autre représentant autorisé, constitué ou (dans le cas d'une personne physique) résidant aux Etats-Unis d'Amérique ; et (h) toute entité ou société, dès lors qu'elle est (i) organisée ou constituée selon les lois d'un pays autre que les Etats-Unis d'Amérique et (ii) établie par une U.S. Person principalement dans le but d'investir dans des titres non enregistrés sous le régime de l'U.S. Securities Act de 1933, tel qu'amendé, à moins qu'elle ne soit organisée ou enregistrée et détenue par des « Investisseurs Accrédités » (tel que ce terme est défini par la « Règle 501(a) » de l'Act de 1933, tel qu'amendé) autres que des personnes physiques, des successions ou des trusts.

Caractéristiques des parts

Dénomination Part	Affectation des sommes distribuables	Montant minimum de souscription		Décimalisation	Valeur liquidative d'origine	Devise de libellé
		Initiale	Ultérieure			
Part R - C	Résultat net Capitalisation Plus-values nettes réalisées Capitalisation	1 millième de part	1 millième de part	millième de part (au-delà des minima de souscription)	100,00 EUR	EUR
Part C	Résultat net Capitalisation Plus-values nettes réalisées Capitalisation	1 millième de part	1 millième de part	millième de part (au-delà des minima de souscription)	304,90 EUR	EUR

Modalités de souscription et de rachat

Etablissements habilités à recevoir les souscriptions et les rachats par délégation de la société de gestion

Amundi Asset Management, CACEIS Bank, agences LCL - Le Crédit Lyonnais en France

L'attention des porteurs est attirée sur le fait que les ordres transmis à des commercialisateurs autres que les établissements mentionnés ci-dessus doivent tenir compte du fait que l'heure limite de centralisation des ordres s'applique auxdits commercialisateurs vis-à-vis de CACEIS Bank.

En conséquence, ces commercialisateurs peuvent appliquer leur propre heure limite, antérieure à celle mentionnée ci-dessus, afin de tenir compte de leur délai de transmission des ordres à CACEIS Bank.

Date et périodicité d'établissement de la valeur liquidative

Fréquence de valorisation : Quotidienne

La valeur liquidative est établie chaque jour où les marchés Euronext Paris sont ouverts à l'exception des jours fériés légaux en France.

Conditions de souscription et de rachat

Les demandes de souscriptions et de rachats sont centralisées chaque jour d'établissement de la valeur liquidative (J) à 12h00.

Ces demandes sont exécutées sur la base de la valeur liquidative établie en J et calculée en J+1 ouvré.

Les ordres sont exécutés conformément au tableau ci-dessous :

J	J	J : jour d'établissement de la VL	J+1 ouvré(s)	J+1 ouvré(s)	J+1 ouvré(s)
Centralisation avant 12h00 des ordres de souscription ¹	Centralisation avant 12h00 des ordres de rachat ¹	Exécution de l'ordre au plus tard en J	Publication de la valeur liquidative	Règlement des souscriptions	Règlement des rachats

¹ Sauf éventuel délai spécifique convenu avec votre établissement financier.

Les personnes désirant acquérir ou souscrire des parts certifient en souscrivant ou en acquérant les parts de cet OPC, qu'elles ne sont pas des « U.S. Persons ». Tout porteur de parts doit informer immédiatement la société de gestion de l'OPC s'il devient une « U.S. Person ».

Dispositif de plafonnement des rachats

Les porteurs sont informés de l'existence d'un dispositif de plafonnement des rachats (« Gates ») sur l'OPC maître.

Ce mécanisme permet à la Société de Gestion du maître de ne pas exécuter en totalité les ordres de rachat centralisés sur une même valeur liquidative en cas de circonstances exceptionnelles et si l'intérêt des porteurs le commande.

En tant que nourricier, l'OPC supporte le mécanisme de Gates mis en place sur l'OPC maître, sur décision de la société de gestion de l'OPC maître.

En conséquence, en cas d'activation du mécanisme de Gates sur le fonds maître, le même mécanisme sera activé par la société de gestion de l'OPC et ce, dans les mêmes proportions que sur l'OPC maître.

Pour plus d'information sur ce mécanisme de Gates, notamment le mode de déclenchement ainsi que les modalités d'informations des porteurs au niveau du maître, il est conseillé de se référer au prospectus et au règlement de l'OPC maître.

Frais et commissions

Commissions de souscription et de rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPC servent à compenser les frais supportés par l'OPC pour investir ou désinvestir les avoirs confiés.

Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux
Commission de souscription non acquise à l'OPC	Valeur liquidative x Nombre de parts	Part R - C : 2,00 % maximum Part C : 2,00 % maximum
Commission de souscription acquise à l'OPC	Valeur liquidative x Nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise à l'OPC	Valeur liquidative x Nombre de parts	Part R - C : Néant Part C : Néant
Commission de rachat acquise à l'OPC	Valeur liquidative x Nombre de parts	Néant

Cas d'exonération :

En cas de rachat suivi d'une souscription le même jour, pour un même montant et sur un même compte, sur la base de la même valeur liquidative, le rachat et la souscription s'effectuent sans commission.

Frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPC, à l'exception des frais de transaction.

Une partie des frais de gestion peut être rétrocédée aux commercialisateurs avec lesquels la société de gestion a conclu des accords de commercialisation. Il s'agit de commercialisateurs appartenant ou non au même groupe que la société de gestion. Ces commissions sont calculées sur la base d'un pourcentage des frais de gestion financière et sont facturées à la société de gestion.

Les frais de fonctionnement et autres services sont prélevés sur une base forfaitaire. Par voie de conséquence, le taux forfaitaire mentionné ci-dessous peut être prélevé lorsque les frais réels sont inférieurs à celui-ci ; à l'inverse, si les frais réels sont supérieurs au taux affiché, le dépassement de ce taux est pris en charge par la société de gestion.

Les frais de transaction correspondent aux frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc ...) prélevés sur l'OPC à l'occasion des opérations effectuées.

	Frais facturés à l'OPC	Assiette	Taux barème
P1	Frais de gestion financière	Actif net	Part R - C : 1,900 % TTC maximum l'an Part C : 1,900 % TTC maximum l'an
P2	Frais de fonctionnement et autres services	Actif net	Part R - C : 0,07 % TTC l'an Part C : 0,07 % TTC l'an
P3	Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	0,08 % TTC l'an maximum
P4	Commission de mouvement	Néant	Néant
P5	Commission de surperformance	Actif net	Part R - C : néant Part C : néant

Peuvent s'ajouter aux frais facturés à l'OPC et affichés ci-dessus, les coûts juridiques exceptionnels liés au recouvrement des créances de l'OPC.

Les frais de fonctionnement et de gestion sont directement imputés au compte de résultat de l'OPC.

Liste des frais de fonctionnement et autres services

- Frais et coûts d'enregistrement et de référencement
- Frais et coûts d'information clients et distributeurs (dont notamment les frais liés à la constitution et de diffusion de la documentation et des reportings réglementaires et les frais liés aux communications d'informations réglementaires aux distributeurs ...)
- Frais et coûts des données
- Frais de commissariat aux comptes
- Frais liés au dépositaire et aux teneurs de compte
- Frais liés à la délégation de gestion administrative et comptable
- Frais d'audit, frais fiscaux (y compris avocat et expert externe - récupération de retenues à la source pour le compte du fonds, 'Tax agent' local...) et frais et coûts juridiques propres à l'OPC
- Frais et coûts liés au respect d'obligations réglementaires et aux reportings au régulateur (dont notamment les frais liés aux reportings, les cotisations aux Associations professionnelles obligatoires, les frais de fonctionnement du suivi des franchissements de seuils, les frais de fonctionnement du déploiement des politiques de vote aux Assemblées Générales ...)
- Frais et coûts opérationnels
- Frais et coûts liés à la connaissance client

Tout ou partie de ces frais et coûts sont susceptibles de s'appliquer ou non en fonction des caractéristiques de l'OPC et/ou de la classe de part considérée.

Rappel des frais de gestion et de fonctionnement de l'OPC maître

En tant qu'OPC nourricier, le fonds supporte indirectement les frais suivants facturés à l'OPC maître :

	Frais facturés à l'OPC	Assiette	Taux barème
P1	Frais de gestion financière	Actif net	Part R - C : 0,900 % TTC maximum l'an Part I - C : 0,900 % TTC maximum l'an Part I - D : 0,900 % TTC maximum l'an Part P - D : 1,830 % TTC maximum l'an Part Z - C : 0,800 % TTC maximum l'an Part P - C : 1,830 % TTC maximum l'an Part O - C : 0,030 % TTC maximum l'an Part N - C : 0,500 % TTC maximum l'an
P2	Frais de fonctionnement et autres services	Actif net	Part R - C : 0,12 % TTC l'an Part I - C : 0,10 % TTC l'an Part I - D : 0,10 % TTC l'an Part P - D : 0,12 % TTC l'an Part Z - C : 0,10 % TTC l'an Part P - C : 0,12 % TTC l'an Part O - C : 0,05 % TTC l'an Part N - C : 0,10 % TTC l'an
P3	Frais indirects maximum	Actif net	Non significatif

	(commissions et frais de gestion)		
P4	Commission de mouvement	Néant	Néant
P5	Commission de surperformance	Actif net	<p>Part R - C : 20,00 % annuel maximum de la performance au-delà de celle de l'indice de référence, calculée selon la méthodologie de « l'actif de référence »</p> <p>Part I - C : 20,00 % annuel maximum de la performance au-delà de celle de l'indice de référence, calculée selon la méthodologie de « l'actif de référence »</p> <p>Part I - D : 20,00 % annuel maximum de la performance au-delà de celle de l'indice de référence, calculée selon la méthodologie de « l'actif de référence »</p> <p>Part P - D : 20,00 % annuel maximum de la performance au-delà de celle de l'indice de référence, calculée selon la méthodologie de « l'actif de référence »</p> <p>Part Z - C : 20,00 % annuel maximum de la performance au-delà de celle de l'indice de référence, calculée selon la méthodologie de « l'actif de référence »</p> <p>Part P - C : 20,00 % annuel maximum de la performance au-delà de celle de l'indice de référence, calculée selon la méthodologie de « l'actif de référence »</p> <p>Part O - C : néant</p> <p>Part N - C : néant</p>

Coûts et frais opérationnels des opérations de prêts de titres et de mises en pension

Non applicable

Sélection des intermédiaires

Non applicable

IV – INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

Le prospectus, les derniers rapports annuels et documents périodiques de l'OPC et de l'OPC maître sont disponibles auprès de la société de gestion.

La valeur liquidative est disponible sur simple demande auprès de la société de gestion.

Les porteurs sont informés des changements affectant l'OPC selon les modalités définies par l'Autorité des marchés financiers : information particulière ou tout autre moyen (avis financier, document périodique...).

Les avis financiers sont publiés sur le site internet de la société de gestion.

Transmission de la composition du portefeuille de l'OPC

La société de gestion peut transmettre, directement ou indirectement, la composition de l'actif de l'OPC aux porteurs ayant la qualité d'investisseurs professionnels relevant du contrôle de l'ACPR, de l'AMF ou des autorités européennes équivalentes, pour les seuls besoins de calcul des exigences réglementaires liées à la directive Solvabilité II. Cette transmission a lieu, le cas échéant, dans un délai qui ne peut être inférieur à 48 heures après la publication de la valeur liquidative.

Analyse extra-financière et fournisseurs de données

Amundi a défini son propre cadre d'analyse et développé sa propre méthodologie de notation ESG. Cette analyse s'appuie sur la collecte d'informations extra-financières sur les émetteurs. Pour connaître la liste des fournisseurs de données, vous pouvez consulter la Politique d'Investissement Responsable disponible sur le site internet de la société de gestion.

Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

La société de gestion met à la disposition de l'investisseur sur son site Internet et dans le rapport annuel de l'OPC, des informations sur les modalités de prise en compte des critères ESG dans la politique d'investissement de l'OPC.

Informations en matière de durabilité

L'OPC est classé article 8 au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »). Des informations sur les caractéristiques environnementales et sociales sont disponibles en annexe de ce prospectus.

Les principales incidences négatives des décisions d'investissement (au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »)) sont les effets négatifs, importants ou susceptibles d'être importants, sur les facteurs de durabilité qui sont causés, aggravés par ou directement liés aux décisions d'investissement. L'Annexe 1 du règlement délégué au Règlement Disclosure dresse la liste des indicateurs des principales incidences négatives.

Les principales incidences négatives obligatoires de l'Annexe 1 du règlement délégué sont prises en compte dans la stratégie d'investissement via une combinaison d'exclusions (normatives et sectorielles), d'intégration de la notation ESG dans le process d'investissement, d'engagement et de vote.

Des informations plus détaillées sur les principales incidences négatives sont incluses dans la déclaration réglementaire ESG de la société de gestion disponible sur son site internet : www.amundi.fr

Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « 23 / 33 Règlement Disclosure »)

En tant qu'acteur des marchés financiers, la société de gestion de l'OPC est soumise au Règlement 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »).

Ce Règlement établit des règles harmonisées pour les acteurs des marchés financiers relatives à la transparence en ce qui concerne l'intégration des risques en matière de durabilité (article 6 du Règlement), la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité, la promotion des caractéristiques environnementales ou sociales dans le processus d'investissement (article 8 du Règlement) ou les objectifs d'investissement durable (article 9 du Règlement).

Le risque en matière de durabilité est défini comme un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement.

L'investissement durable correspond à un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental, mesuré par exemple au moyen d'indicateurs clés en matière d'utilisation efficace des ressources concernant l'utilisation d'énergie, d'énergies renouvelables, de matières premières, d'eau et de terres, en matière de production de déchets et d'émissions de gaz à effet de serre ou en matière d'effets sur la biodiversité et l'économie circulaire, ou un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif social, en particulier un investissement qui contribue à la lutte contre les inégalités ou qui favorise la cohésion sociale, l'intégration sociale et les relations de travail, ou un investissement dans le capital humain ou des communautés économiquement ou socialement défavorisées, pour autant que ces investissements ne causent de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquels les investissements sont réalisés appliquent des pratiques de bonne gouvernance, en particulier en ce qui concerne des structures de gestion saines, les relations avec le personnel, la rémunération du personnel compétent et le respect des obligations fiscales.

Règlement (UE) 2020/852 (dit « Règlement sur la Taxonomie ») sur la mise en place d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le Règlement Disclosure

La Taxonomie a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. La Taxonomie identifie ces activités selon leur contribution à six grands objectifs environnementaux : (i) atténuation des changements climatiques, (ii) adaptation aux changements climatiques, (iii) utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines, (iv) transition vers l'économie circulaire (déchets, prévention et recyclage), (v) prévention et contrôle de la pollution, (vi) protection des écosystèmes sains.

Afin d'établir le degré de durabilité environnementale d'un investissement, une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental lorsqu'elle contribue de manière substantielle à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux, qu'elle ne nuit pas de manière significative à un ou plusieurs des objectifs environnementaux (principe "do no significant harm" ou "DNSH"), qu'elle est réalisée dans le respect des garanties minimales prévues à l'article 18 du Règlement sur la Taxonomie et qu'elle respecte les critères d'examen technique qui ont été établis par la Commission européenne conformément au Règlement sur la Taxonomie.

Conformément à l'état actuel du Règlement sur la Taxonomie, la Société de gestion s'assure actuellement que les investissements ne nuisent pas de manière significative à tout autre objectif environnemental en mettant en œuvre des politiques d'exclusion par rapport aux émetteurs dont les pratiques environnementales et/ou sociales et/ou de gouvernance sont controversées.

Nonobstant ce qui précède, le principe "ne pas nuire de manière significative" s'applique uniquement aux investissements sous-jacents à l'OPC qui prennent en compte les critères de l'UE pour les activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la partie restante de cet OPC ne prennent pas en compte les critères de l'UE pour les activités économiques durables sur le plan environnemental.

V – REGLES D'INVESTISSEMENT

L'OPC respecte les règles d'investissement édictées par le Code monétaire et financier et applicable à sa catégorie.

L'OPC est un OPC nourricier qui, à ce titre investit, la quasi-totalité de son actif dans un autre OPC, appelé OPC maître.

En outre, l'OPC peut détenir à titre accessoire des liquidités.

VI – RISQUE GLOBAL

Contrairement à son maître, cet OPC ne peut pas avoir recours à des instruments générant un calcul d'engagement ; aucune méthode de calcul d'engagement n'est donc mentionnée. La méthode de calcul du ratio du risque global du maître est :

Méthode de l'engagement

VII – REGLES D'EVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

Principe

Les conventions générales comptables sont appliquées dans le respect des principes :

- de continuité de l'exploitation,
- de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- d'indépendance des exercices.

La méthode de base retenue, pour l'enregistrement des éléments d'actifs en comptabilité, est la méthode des coûts historiques, sauf en ce qui concerne l'évaluation du portefeuille.

Règles d'évaluation des actifs

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation précisées ci-dessous :

- les parts ou actions d'OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.
- les liquidités détenues en portefeuille et libellés en devises sont converties dans la devise de comptabilité de l'OPC sur la base des taux de change au jour de l'évaluation.
- les opérations portant sur des instruments financiers à terme, fermes ou conditionnels, négociées sur des marchés organisés français ou étrangers sont valorisées à la valeur de marché selon les modalités arrêtées par la Société de gestion.
- les contrats sur marchés à terme sont valorisés au cours de compensation.
- les opérations à terme, fermes ou conditionnelles ou les opérations d'échange conclues sur les marchés de gré à gré, autorisés par la réglementation applicable aux OPC, sont valorisées à

leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la Société de gestion. Les contrats d'échanges de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché, en fonction du prix calculé par actualisation des flux de trésorerie futurs (principal et intérêt), aux taux d'intérêt et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Méthode de comptabilisation

Les entrées et cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

L'option retenue pour la comptabilisation du revenu est celle du revenu couru.

Les revenus sont constitués par :

- les revenus des valeurs mobilières,
- les dividendes et intérêts encaissés au taux de la devise, pour les valeurs étrangères,
- la rémunération des liquidités en devises, les revenus de prêts et pensions de titres et autres placements.

De ces revenus sont déduits :

- les frais de gestion,
- les frais financiers et charges sur prêts et emprunts de titres et autres placements.

Compte de régularisation des revenus

Les comptes de régularisation des revenus ont pour effet de respecter l'égalité des porteurs par rapport aux revenus acquis, quelle que soit la date de souscription ou de rachat.

Mécanisme du Swing Pricing

En tant que nourricier de BFT ACTIONS EURO ODD ISR, l'OPC supporte le mécanisme anti-dilution connu sous le nom de « swing pricing » mis en œuvre au niveau de son OPC maître.

VIII – REMUNERATION

La société de gestion a adopté la politique de rémunération du groupe Amundi, dont elle fait partie.

Le groupe Amundi a mis en place une politique de rémunération adaptée à son organisation et à ses activités. Cette politique a pour objet d'encadrer les pratiques concernant les différentes rémunérations des salariés ayant un pouvoir décisionnaire, de contrôle ou de prise de risque au sein du groupe.

Cette politique de rémunération a été définie au regard de la stratégie économique, des objectifs, des valeurs et intérêts du groupe, des sociétés de gestion faisant partie du groupe, des OPC gérés par les sociétés du groupe et de leurs porteurs. L'objectif de cette politique est de ne pas encourager une prise de risque excessive en allant, notamment, à l'encontre du profil de risque des OPC gérés.

Par ailleurs, la société de gestion a mis en place les mesures adéquates en vue de prévenir les conflits d'intérêt.

La politique de rémunération est adoptée et supervisée par le Conseil d'Administration d'Amundi, société de tête du groupe Amundi.

La politique de rémunération est disponible sur le site www.amundi.com ou gratuitement sur simple demande écrite auprès de la société de gestion.

Date de publication : 04/06/2026

Code ISIN	Libellé
QS0009089747	CA Brio Actions Selection Euro (C)

Caractéristiques générales

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Nom (parapluie)	CA Brio Actions Selection Euro
Statut (Parapluie)	Actif
Date de création réelle (parapluie)	26/09/2005
Nom (Compartiment)	CA Brio Actions Selection Euro
Statut (Compartiment)	Actif
Date de création réelle (Compartiment)	10/01/2006
Date de lancement (compartiment)	10/01/2006
Structure de produit	Produits à 2 niveaux
Template APC	FCPE
Instrument financier	OPC
Type de produit	OPC
Forme juridique	FCPE
Catégorie juridique	Fonds d'Epargne Salariale
Pays de droit	FRA
Produit de l'Union Européenne (O/N)	Oui
Dédié	Non
Type FCPE	multi-entreprises
Organisme de tutelle	AMF
Documents Autorités de tutelle	KID(s) + RGT
Classification organisme de tutelle	FCPE Actions de pays zone EURO
Durée de vie	99 ans
Fonds Maître (O/N)	Non
Fonds nourricier (O/N)	Oui
Nom du fonds maître	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY
Code compartiment du fonds maître	PF72339
Nom de la part du fonds maître	AMUNDI FUNDS EUROLAND EQUITY - OR EUR (C)
Code ISIN de la part du fonds maître	LU1880392433
Type de produit marketing	FCPE
Catégorie produits et services	Produits standards
Sous-catégorie produits et services	Autres produits standards
FCPE avec part assurantielle (O/N)	Non
Nom (classe)	CA Brio Actions Selection Euro
Statut (classe)	Actif
Date de création réelle (Classe)	10/01/2006
Date de lancement (classe)	10/01/2006
Devise de référence de la classe	EUR
Nature de produit	Fonds Multi-Entreprises

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT (C)

Nom (Part)	CA Brio Actions Selection Euro (C)
Statut (Part)	Actif
Date de création réelle (Part)	10/01/2006
Date de lancement (part)	10/01/2006
Affect. résultats	Capitalisation
Type de part	Part C

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT (C)

Valeur Liquidative d origine	10
Admission EUROCLEAR FR	non admis
Code Organisme de tutelle	990000089749
Périmètre KID	KID PRIIPS - produit dans Alto Client Reporting

Codifications

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Code parapluie	1-7DLCL
Code compartiment	PF2228
Code classe	ES1076
Code compartiment Decalog	ES1076
Code classe Decalog	ES1076
Code HISTO compartiment	073413
Code classe Histo	073413

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT (C)

Code part	11614
Code ISIN / Pseudo Code ISIN	QS0009089747
Code PAMS	104898
Code DF	F01778

Acteurs

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Service responsable	Product Events - France
Equipe MKG / Service Client en charge	France - FCPE FME
Equipe juridique	Juridique OPC
Risk Manager	Strenta Aurélien
Banque dépositaire (en vigueur)	CACEIS Bank

Banque dépositaire	Date de début Banque dépositaire	Date de fin Banque dépositaire
CACEIS BANK FRANCE	10/01/2006	31/12/2016
CACEIS Bank	01/01/2017	

Société de gestion (en vigueur)	Amundi Asset Management
Type de société de gestion	Groupe Amundi

Société de gestion	Date de début Société de Gestion	Date de fin Société de Gestion
CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT	10/01/2006	30/12/2009
Amundi	31/12/2009	11/11/2015
Amundi Asset Management	12/11/2015	

Commissaire aux Comptes (CAC) (en vigueur)	Deloitte & Associés
--	---------------------

Commissaire aux Comptes (CAC)	Date de début Commissaire aux Comptes (CAC)	Date de fin Commissaire aux Comptes (CAC)
KPMG AUDIT	10/01/2006	31/12/2011
KPMG AUDIT	01/01/2012	31/12/2017
Deloitte & Associés	01/01/2018	31/12/2023
Deloitte & Associés	01/01/2024	30/06/2029

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Teneur de compte (en vigueur)

Teneur de compte (en vigueur)
CA TITRES
Amundi ESR

Teneur de compte

Teneur de compte	Date de début Teneur de compte	Date de fin Teneur de compte
CREELIA	26/09/2005	09/04/2012
CA TITRES	28/12/2011	
Amundi Tenue de Comptes	10/04/2012	13/10/2019
Amundi ESR	14/10/2019	

Valorisateur (en vigueur)

CACEIS Fund Administration France

Valorisateur

Valorisateur	Date de début Valorisateur	Date de fin Valorisateur
CACEIS FASTNET FRANCE	10/01/2006	31/12/2011
CACEIS Fund Administration France	01/01/2012	

Equipe de gestion

Nom (Gérant)	Prénom (Gérant)	Civilité	Rôle (Gérant)	Email	Division	Direction	Equipe de gestion	Sous-Equipe de gestion 1	Code Ldap de gérant
Mahé	Philippe	M.	Gérant Additionnel	philippe.mahé@amundi.com	GES	EQY	LAC	PAR	RP001806
Shaik	Abdul Mateen	M.	Gérant Additionnel	abdulmateen.shaik@amundi.com	GES	EQY	LAC	PAR	RP143877
Bertucchi	Sophie	Mme	Gérant Remplaçant	sophie.bertucchi@amundi.com	GES	EQY	LAC	PAR	RP108342
Hervieu	Jean-philippe	M.	Gérant	jean-philippe.hervieu@amundi.com	GES	EQY	LAC	PAR	RP004628

Gérant Initial

BECUE Loic

Sponsor

Benhamou Sandrine

ESG

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Classification SFDR	Article 8
AMF ESG - Catégorie de communication	Réduite
ESMA ESG - Catégorie de dénomination	Sans terme ESG
ESG - Beat the benchmark scope	Dans le scope
ESG - Transition Assessment scope	Dans le scope - standard
ESG - Responsible Investment	N/A
ESG - Impact (O/N)	Non
ESG - Net Zero	Non
ESG - Fichier EET	EET complet
Min. invest caract environnementales/sociales	Oui
Min. invest caract environnementales/sociales (%)	75
Min. d'investissement durable	Oui
Min. d'investissement durable (%)	10
Min. d'investissement durable environnemental	Oui

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Min. d'investissement durable environnemental (%)	10
Min. d'investissement durable social	Non
Min. invest durable aligné à la taxonomie	Non
Min. invest durable environnemental taxonomie	Non
Part minimale d'activités habilitantes	Non
Part minimale d'activités transitoires	Non

Caractéristiques juridiques et comptables

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Norme européenne	FIA
Régime juridique FCPE	Art L214 - 164
Périmètre d'intervention du Cons. de Surv. (FCPE) sur le règlement du fonds	Toute modification sauf réglementaire
Premier arrêté d'exercice	29/12/2006
Mois d'arrêté d'exercice	Juin
Date d'agrément	19/08/2005
Détention possible d'actions en titres vifs	Non
Détenteur des droits de vote	Non applicable
Exécuteur opérationnel des droits de vote	Non applicable
Politique de vote	Non applicable
Outil de gestion de la liquidité 1	ADT_Ajustement de la valeur liquidative (Swing Pricing)
Outil de gestion de la liquidité 2	QT_Mesure de plafonnement des rachats (Gate)
Swing Pricing / ADL	Swing pricing - nourricier / Master équipé de Swing Pricing
Date de début Swing Pricing / ADL	12/10/2023
Plafonnement de rachat	Oui, nourricier (Pas de tx nécessaire)
Date de début plafonnement de rachat	12/10/2023
Mécanisme de liquidité (FCPE)	Non applicable
Code comptable	073413
Devise de référence / comptabilité	EUR
Saisie comptes bancaires (O/N)	Oui

Comptes Bancaires

Compte principal	Banque	Code banque	Code agence	Numéro de compte	Clé RIB	Nature du compte	Devise
Oui	CACEIS Bank	18129	00010	00223193217	61	Espèces	EUR
Non	CACEIS Bank	18129	00010	02231932170	47	Titres	EUR

Type de valorisation	Amundi Funds - D NAV 6 PM
Date de centralisation	voir Teneur de compte
Heure de centralisation	voir Teneur de compte
Date de la VL appliquée aux S/R	J
Date de valeur rachat appliquée au fonds	J+1
Date de valeur souscription appliquée au fonds	J+1
Date de diffusion de la VL	J+1 18:00
Date de calcul de la VL	J+1
Règles de valorisation	Cours de clôture J
Cours connu/inconnu	Cours inconnu
Fréquence de valorisation	Quotidienne
Décalage si jour d'établissement VL férié	Jour suivant
Précisions fréquence de la VL	A l'exception des jours fériés légaux en France, et des jours non ouvrables bancaires entiers au Luxembourg.

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Option d'affichage des frais KID	Frais courants prélevés
LEI-Legal Entity Identifier	9695001ZIGQNY0A34444
Statut FATCA	Nonreporting IGA FFI
CRS-Commun Reporting Standard	Non-Reporting Financial Institution

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT (C)

Nb. décim. autorisées nb. parts	4
Nb. décim. autorisées VL	2

Caractéristiques de Gestion

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Exposition géographique	Euro		
Indices de références	DJ Euro Stoxx 50		
Catégorisation ESMA	Gestion Active - Modéré		
Type de stratégie de gestion	Gestion Active		
Stratégie de gestion niv 1	Actions		
Stratégie de gestion niv 2	Actions - Gestion Active ESR - hors AS		
Stratégie de gestion niv 3	Actions - Gestion Active Epargne Salariale - hors AS		
Ligne Métier Gestion 1	Equities		
Ligne Métier Gestion 2	Equities - Large Caps		
Ligne Métier Gestion 3	Equities - Large Caps - Euroland		
I.F.T autorisés	Non		
Pensions autorisées	Non		
Prêt / Emprunt autorisé	Non		
Dépôts autorisés	Non		
Mise en pension			
Mise en pension valeur attendue estimée	Mise en pension valeur maximum		
0	0		
Prise en pension			
Prise en pension valeur attendue estimée	Prise en pension maximum		
0	0		
Prêt de titre			
Prêt de titres valeur attendue estimée	Prêt de titre maximum		
0	0		
Emprunt de titre			
Emprunt de titre valeur attendue estimée	Emprunt de titres maximum		
0	0		
Méthode de Calcul du Risque Global	Méthode de l'engagement		
Effet de levier brut réel (à la date du dernier reporting aux Autorités)	100.12		
Effet de levier réel méthode Engagement (date dernier reporting aux Autorités)	100.12		
Effet de levier Engagement max AIFM	100.5		
Effet de levier Brut max AIFM	100.5		
Durée de détention recommandée	5 ans		
Durée de détention recommandée (numerique en années)	5		
Césures			
Nature de la césure	Date de début de la césure	Date de fin de la césure	Commentaire césure
Changement de processus de gestion	08/10/2021	29/09/2026	Durant cette période, changement d'indice de référence et évolution

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Nature de la césure	Date de début de la césure	Date de fin de la césure	Commentaire césure
Changement de processus de gestion	30/09/2026		de la stratégie d'investissement. A compter du 30 septembre 2026, le FCPE change de fonds maître
Benchmark		Oui	
Date d'effet du benchmark		08/10/2021	
Libellé technique du benchmark (BIP)		100% MSCI EMU NR Close	
Libellé commercial du benchmark (BIP)		100% MSCI EMU	
Nom du composite (GIPS)		ESR Euro Equities	
Code du composite (GIPS)		GIPS_187	

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT (C)

Note SRI	4
----------	---

Marketing

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Gamme Produit Amundi 1	Institutionnels
Gamme Produit Amundi 2	Epargne Salariale
Gamme Produit Amundi 3	FCPE Amundi
Classe d actifs MKG niveau 1	Action
Classe d actifs MKG niveau 2	Action
Classe d actifs MKG niveau 3	Action Fondamental Actif
Catégorie allocation ESR	Actions européennes
Gouvernance produit	Passage en CPS
Classification GIPS	Segregated Account
Solvency 2 CRM	Non
Investisseur type retail	Oui
Investisseur type professionnel	Oui
Investisseur type contrepartie éligible	Oui
Investisseur basique	Oui
Investisseur informé	Oui
Investisseur expérimenté	Oui
Ne convient pas aux investisseurs ayant la plus faible tolérance au risque (DEU)	Neutre
Pas de perte en capital	Non
Perte limitée en capital	Neutre
Pas de capital garanti	Oui
Perte au-delà du capital	Oui
Investissement spécifique	ISR
Service RTO (Réception et Transmission d'Ordres)	Retail & Professionnel
Service RTO avec test d'adéquation	Retail & Professionnel
Service conseil	Retail & Professionnel
Service gestion de portefeuille	Retail & Professionnel
MIF - fichier EMT	EMT complet
PRIIPS - fichier EPT	EPT complet
PRIIPS - fichier CEPT	Hors périmètre
Options de distribution des données	Données Publiques Distribuables
Fonds détenant	Non
Fonds détenu	Non

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Gamme Internet

Gamme Internet
Offre globale ca els
Offre Entreprise ESR
PESR CONVERGENCE III
Offre Brio

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT (C)

Catégorie d'investisseurs	Retail
Part représentative	Oui
Profil produit - préservation	Neutre
Profil produit - croissance	Oui
Profil produit - Revenu	Neutre
Profil produit - Couverture	Neutre

MIFID / PRIIPS

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Catégorie PRIIPS	2
Fonds Flexible	Non
Liquidité du fonds réglementation PRIIPS	Liquide

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT (C)

Calcul SRI (O/N)	Oui
------------------	-----

Conditions de S/R

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Commission de souscription direct max	3
Unité (com sous max)	%
Commission de rachat direct max	0
Unité (com rachat max)	aucune
Commission de souscription indirecte max	0
Commission de rachat indirecte max	0
A la charge de (commission SR)	Porteur de parts
Possibilité ordres conditionnels	Oui
Devise(s) de souscription rachat	
Devise(s) de souscription - rachat	
EUR	
Part acquise à l'OPC (souscr)	Non
Part acquise à l'OPC (rachat)	Non

Frais de Gestion

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Date d'entrée en vigueur des frais	30/09/2026
------------------------------------	------------

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Typologie des frais	22 - Forfait Administratif
Frais CAC à la charge de	Société de Gestion
Frais CAC inclus dans frais fonct. et gestion max	Non
Barème frais CAC	Standard Nourricier
Barème Dépo/Valo (CACEIS/SG - France)	CACEIS - Nourricier
A la charge de (dépo/valo) (CACEIS/SG - France)	Société de Gestion

Frais directs réels

De (FDR)	A (FDR)	Gestion financière (FDR) (%)	Frais administratifs (FDR) (%)	A la charge de (FDR)	Valeur HT/TTC (FDR)	Taux applicable à l'Actif (FDR)	Assiette de calcul (FDR)
0	999,999,999,999	1.4	0.05	du fonds	TTC	Applicable à cette seule tranche d'encours	Actif net

Frais directs max

De (FDM)	A (FDM)	Gestion financière (FDM) (%)	Frais administratifs (FDM) (%)	A la charge de (FDM)	Valeur HT/TTC (FDM)	Taux applicable à l'Actif (FDM)	Assiette de calcul (FDM)
0	999,999,999,999	1.4	0.05	du fonds	TTC	Applicable à cette seule tranche d'encours	Actif net

Frais indirects max

De (FIM)	A (FIM)	Frais de fonctionnement et de gestion (FIM) (%)	A la charge de (FIM)	Valeur HT/TTC (FIM)	Taux applicable à l'Actif (FIM)
0	999,999,999,999	0.71	du fonds	TTC	Applicable à cette seule tranche d'encours

COM RTO	Non
COM RTO (barème)	Z-Hors Périmètre
Redevance Autorité de tutelle à la charge de	Société de gestion
Commission de surperformance (O/N)	Non
Frais de transaction (ex-ante) (%)	0

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT (C)

Frais courants (ex-ante - à la création) (%)	1.93
Frais courants en vigueur (EA_OGC d'Amira) (%)	2.201
Frais de transaction en vigueur (EA_TRX d'Amira) (%)	0
Commission de Surperformance en vigueur (EA_PF d'Amira) (%)	0

Garanties

■ CA BRIO ACTIONS EURO SELECT

Garantie ou protection (oui/non)	Non
----------------------------------	-----

NOM OPC : LCL ACTIONS EURO ODD ISR

FONDS COMMUN DE PLACEMENT

REGLEMENT

TITRE 1 - ACTIF ET PARTS

Article 1 - Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du fonds. Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du fonds est de 99 ans à compter de sa création, sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Catégories de parts : les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus du fonds.

Les différentes catégories de parts pourront :

- bénéficier de régimes différents de distribution des revenus ; (distribution ou capitalisation)
- être libellées en devises différentes ;
- supporter des frais de gestion différents ;
- supporter des commissions de souscriptions et de rachat différentes ;
- avoir une valeur nominale différente.
- être assorties d'une couverture systématique de risque, partielle ou totale, définie dans le prospectus. Cette couverture est assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au minimum l'impact des opérations de couverture sur les autres catégories de part de l'OPC ;
- être réservées à un ou plusieurs réseaux de commercialisation.

La société de gestion a la possibilité, après en avoir informé les porteurs et le Dépositaire, de regrouper ou diviser le nombre de parts.

Les parts pourront être fractionnées, sur décision du conseil d'administration de la société de gestion en dixièmes, centièmes, millièmes, dix-millièmes ou cent-millièmes dénommées fractions de parts. Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, le conseil d'administration de la société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

Article 2 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du fonds devient inférieur à 300 000 euros ; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPC concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'AMF (mutation de l'OPC).

Article 3 - Emission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de fonds peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport d'instruments financiers. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats peuvent être effectués en numéraire et/ou en nature. Si le rachat en nature correspond à une quote-part représentative des actifs du portefeuille, alors seul l'accord écrit signé du porteur sortant doit être obtenu par le fonds ou la société de gestion. Lorsque le rachat en nature ne correspond pas à une quote-part représentative des actifs du portefeuille, l'ensemble des porteurs doivent signifier leur accord écrit autorisant le porteur sortant à obtenir le rachat de ses parts contre certains actifs particuliers, tels que définis explicitement dans l'accord.

Par dérogation à ce qui précède, lorsque le fonds est un ETF, les rachats sur le marché primaire peuvent, avec l'accord de la société de gestion et dans le respect de l'intérêt des porteurs de parts, s'effectuer en nature dans les conditions définies dans le prospectus ou le règlement du fonds. Les actifs sont alors livrés par le teneur de compte émetteur dans les conditions définies dans le prospectus du fonds.

De manière générale, les actifs rachetés sont évalués selon les règles fixées à l'article 4 et le rachat en nature est réalisé sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du Code monétaire et financier, le rachat par le fonds de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du fonds est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

En application des articles L. 214-8-7 du Code monétaire et financier et 411-20-1 du Règlement général de l'AMF, la société de gestion peut décider de plafonner les rachats quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs ou du public le commande.

Le dispositif pourra être déclenché par la société de gestion dès lors qu'un seuil (rachat net divisé par actif net) prédéfini dans le prospectus est atteint. Dans le cas où les conditions de liquidité le permettent, la société de gestion peut décider de ne pas déclencher le dispositif de plafonnement des rachats, et par conséquent d'honorer les rachats au-delà de ce seuil.

La durée maximale d'application du dispositif de plafonnement des rachats dépend de la périodicité de calcul de la valeur liquidative du FCP et est déterminée dans le prospectus.

Les ordres de rachat non exécutés sur une valeur liquidative seront automatiquement reportés sur la prochaine date de centralisation.

Des conditions de souscription minimale pourront être fixées selon les modalités prévues par le prospectus.

Le fonds peut cesser d'émettre des parts en application du troisième alinéa de l'article L. 214-8-7 du Code monétaire et financier, de manière provisoire ou définitive, partiellement ou totalement, dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Le déclenchement de cet outil fera l'objet d'une information par tout moyen des porteurs existants relative à son activation, ainsi qu'au seuil et à la situation objective ayant conduit à la décision de fermeture partielle ou totale. Dans le cas d'une fermeture partielle, cette information par tout moyen précisera explicitement les modalités selon lesquelles les porteurs existants peuvent continuer de souscrire pendant la durée de cette fermeture partielle. Les porteurs de parts sont également informés par tout moyen de la décision du fonds ou de la société de gestion soit de mettre fin à la fermeture totale ou partielle des souscriptions (lors du passage sous le seuil de déclenchement), soit de ne pas y mettre fin (en cas de changement de seuil ou de modification de la situation objective ayant conduit à la mise en œuvre de cet outil). Une modification de la situation objective invoquée ou du seuil de déclenchement de l'outil doit toujours être effectuée dans l'intérêt des porteurs de parts. L'information par tout moyen précise les raisons exactes de ces modifications.

Clauses résultant de la loi Américaine « Dodd Franck » :

La société de gestion peut restreindre ou empêcher la détention directe ou indirecte des parts/actions de l'OPC par toute personne qualifiée de « Personne non Eligible » au sens ci-après.

Une Personne non Eligible est :

- une « U.S. Person » telle que définie par la réglementation américaine « Regulation S » de la Securities and Exchange Commission (« SEC »); ou
- toute autre personne (a) qui apparaît directement ou indirectement en infraction avec les lois et règlements de tout pays ou toute autorité gouvernementale, ou (b) qui pourrait, de l'avis la société de gestion de l'OPC, faire subir un dommage à l'OPC qu'elle n'aurait autrement ni enduré ni subi.

A cette fin, la société de gestion de l'OPC peut :

- (i) refuser d'émettre toute part/action dès lors qu'il apparaît qu'une telle émission aurait ou pourrait avoir pour effet que les dites parts/actions soient directement ou indirectement détenues par ou au bénéfice d'une Personne non Eligible ;
- (ii) à tout moment requérir d'une personne ou entité dont le nom apparaît sur le registre des porteurs de parts/actions que lui soit fournie toute information, accompagnée d'une déclaration sur l'honneur, qu'elle estimerait nécessaire aux fins de déterminer si le bénéficiaire effectif des parts/actions est ou non une Personne non Eligible; et
- (iii) procéder, après un délai raisonnable, au rachat forcé de toutes les parts/actions détenues par un porteur lorsqu'il lui apparaît que ce dernier est (a) une Personne non Eligible et, (b) qu'elle est seule ou conjointement, le bénéficiaire effectif des parts/actions. Pendant ce délai, le bénéficiaire effectif des parts/actions pourra présenter ses observations à l'organe compétent.

Ce pouvoir s'étend également à toute personne (i) qui apparaît directement ou indirectement en infraction avec les lois et règlements de tout pays ou toute autorité gouvernementale, ou (ii) qui pourrait, de l'avis de la société de gestion de l'OPC, faire subir un dommage à l'OPC qu'elle n'aurait autrement ni enduré ni subi.

Le rachat forcé s'effectuera à la dernière valeur liquidative connue, diminuée le cas échéant des frais, droits et commissions applicables, qui resteront à la charge de la Personne non Eligible.

Article 4 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

Les apports en nature ne peuvent comporter que les titres, valeurs ou contrats admis à composer l'actif des OPC ; les apports et les rachats en nature sont évalués conformément aux règles d'évaluation applicables au calcul de la valeur liquidative.

TITRE 2 - FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 5 - La société de gestion

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

Article 5 bis - Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif de l'OPC ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

Article 6 - Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la société de gestion.

Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles.

En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des marchés financiers.

Si le fonds est un OPC nourricier, le dépositaire a donc conclu une convention d'échange d'information avec le dépositaire de l'OPC maître; ou le cas échéant, quand il est également dépositaire de l'OPC maître, il a établi un cahier des charges adapté.

Article 7 - Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par la société de gestion. Il certifie la régularité et la sincérité des comptes. Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

- 1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organismes et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;
- 2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;
- 3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport ou rachat en nature sous sa responsabilité, hormis dans le cadre de rachats en nature pour un ETF sur le marché primaire.

Il contrôle la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Si le fonds est un OPC nourricier:

- le commissaire aux comptes a conclu une convention d'échange d'information avec le commissaire aux comptes de l'OPC maître.
- lorsqu'il est également le commissaire aux comptes de l'OPC maître, il établit un programme de travail adapté.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion, établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du fonds pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs du fonds. La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE 3 - MODALITES D'AFFECTATION DES RESULTATS

Article 9 : Modalités d'affectation des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

- 1° Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;
- 2° Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution et d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées aux 1° et 2° peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de 5 mois suivant la clôture de l'exercice.

Le résultat net du fonds est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

La société de gestion décide de la répartition des sommes distribuables.

Pour chaque catégorie de parts le cas échéant, le fonds peut opter, pour chacune des sommes mentionnées aux 1° et 2° pour l'une des formules suivantes :

- La capitalisation pure : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi ;
- La distribution pure : les sommes distribuables sont intégralement distribuées, aux arrondis près ;
- Pour les fonds qui souhaitent conserver la liberté de capitaliser ou/et de distribuer et/ou de porter les sommes distribuables en report, la société de gestion décide chaque année de l'affectation de chacune des sommes mentionnées aux 1° et 2°.

Le cas échéant, la société de gestion peut décider, en cours d'exercice, la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes dans la limite des revenus nets de chacune des sommes mentionnées aux 1° et 2° comptabilisés à la date de décision.

Les modalités précises d'affectation des revenus sont décrites dans le prospectus.

TITRE 4 - FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 10 - Fusion - Scission

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre OPC, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 - Dissolution - Prorogation

Si les actifs du fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des marchés financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des marchés financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

Article 12 - Liquidation

En cas de dissolution, la société de gestion ou la personne désignée à cet effet assume les fonctions de liquidateur ; à défaut, le liquidateur

est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs. Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE 5 - CONTESTATION

Article 13 - Compétence - Election de domicile

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Date de la mise à jour du règlement : 20 décembre 2024